

# Rapport d'orientation budgétaire 2025



Conseil de Communauté du 26 février 2025

## Sommaire

Préambule

3

Le cadre réglementaire

4

Le contexte général (international –national et local)

9

Mesures législatives et réglementaires pour 2025

18

La loi de finances pour 2025 et les incidences

27

La rétrospective financière 2020 - 2023

32

Compte financier unique 2024

44

Les orientations budgétaires dans le cadre de la construction budgétaire 2025

54

Le rapport des ressources humaines

102

Depuis de nombreuses années, la France peine à équilibrer ses comptes publics, et la situation s'est encore aggravée cette année. Le déficit public prévu pour 2024 est bien au-delà des estimations initiales, atteignant désormais près de - 6,2 % du PIB contre les - 4,4 % anticipés. Les taux d'emprunt français chutent dans les classements européens, un signal fort de perte de confiance des investisseurs. Sur le plan politique, la situation est tout aussi complexe : le 12 novembre dernier, à une large majorité, les députés ont rejeté la première partie, sur les recettes, du projet de Loi de Finances pour 2025. La partie "dépenses" n'a donc pas été examinée par les députés en séance publique, et surtout, c'est le texte original du gouvernement qui est examiné depuis le 13 novembre au Sénat.

Cette situation marque une rupture avec les précédents historiques de 1962 et 1979, où des majorités fortes avaient facilité des procédures d'urgence. Le Projet de Loi de Finances (PLF) 2025 dans sa 1ère écriture fixe un déficit public de - 5 % du PIB, impliquant des efforts inédits pour réduire les dépenses ou générer des recettes.

Ce contexte met en lumière les enjeux financiers et politiques profonds auxquels fait face notre pays. Le monde local est fortement touché par ce contexte inédit, dans la mesure où les collectivités sont appelées à participer au redressement des finances publiques, bien que leur budget soit par nature voté en équilibre. En effet, un effort évalué à 5 Milliards d'euros est demandé aux collectivités au motif que leur endettement contribue à l'augmentation de la dette publique et par extension au déficit public.

La motion de censure du gouvernement ayant été votée, et la Loi de Finances n'étant pas votée, les éléments indiqués dans le présent rapport correspondent au projet initial jusqu'aux modifications du vote du PLF le 6 février.



# Le cadre réglementaire

## Les objectifs du DOB

- Présenter les orientations budgétaires de la collectivité
- Informer sur la situation financière de la collectivité

## Dispositions légales

- Le DOB est une étape obligatoire pour toutes les communes de 3 500 habitants et plus ainsi que pour les EPCI qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus. En cas d'absence de DOB, toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale
- Le DOB doit intervenir dans un délai n'excédant pas dix semaines avant le vote du Budget Primitif. La jurisprudence administrative rappelle que le DOB est une formalité substantielle : aucune délibération adoptant le budget primitif de la collectivité ne peut être tenue en amont de celui-ci sous peine d'être entachée de nullité (Tribunal administratif de Versailles, 28 décembre 1993, Commune de Fontenay-le-Fleury).
- Le rapport d'orientation budgétaire doit comprendre des informations sur :
  - Une analyse rétrospective des ratios d'épargne et capacités de désendettement
  - Les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles des dépenses et recettes (fonctionnement et investissement) en précisant les hypothèses d'évolution retenues, notamment en matière de concours financiers, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre l'EPCI et ses communes membres
  - Les principaux investissements projetés y compris les engagements pluriannuels
  - Le niveau d'endettement et son évolution
  - Les taux d'imposition
- Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte. Le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget.

## Les modifications introduites par la loi NOTRe

- Le DOB doit faire l'objet d'une délibération actée par le Conseil de Communauté
- Le DOB des EPCI doit être transmis obligatoirement aux communes membres, et celui des communes au Président de l'EPCI
- Pour les communes de plus de 10 000 habitants et les EPCI de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants, le rapport de présentation du DOB comporte en plus une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs
- Le formalisme relatif au contenu de ce rapport, à sa transmission et à sa publication reste à la libre appréciation de la collectivité.  
Le rapport doit cependant contenir les informations prévues par la loi, être transmis au représentant de l'Etat et être publié
- Lorsqu'un site internet de la collectivité existe, le rapport adressé au Conseil doit être mis en ligne.

## Le contenu du DOB :

L'article D 2312-3 alinéa A du Code général des collectivités territoriales, issu de la loi NOTRe du 7 août 2015, précise le contenu exhaustif du DOB :

« Le rapport prévu à l'article L. 2312-1 comporte les informations suivantes :

1. Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.
2. La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.
3. Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Les orientations visées aux 1°, 2° et 3° devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget. »

## Le débat d'orientation budgétaire 2025 porte sur **7 budgets** :

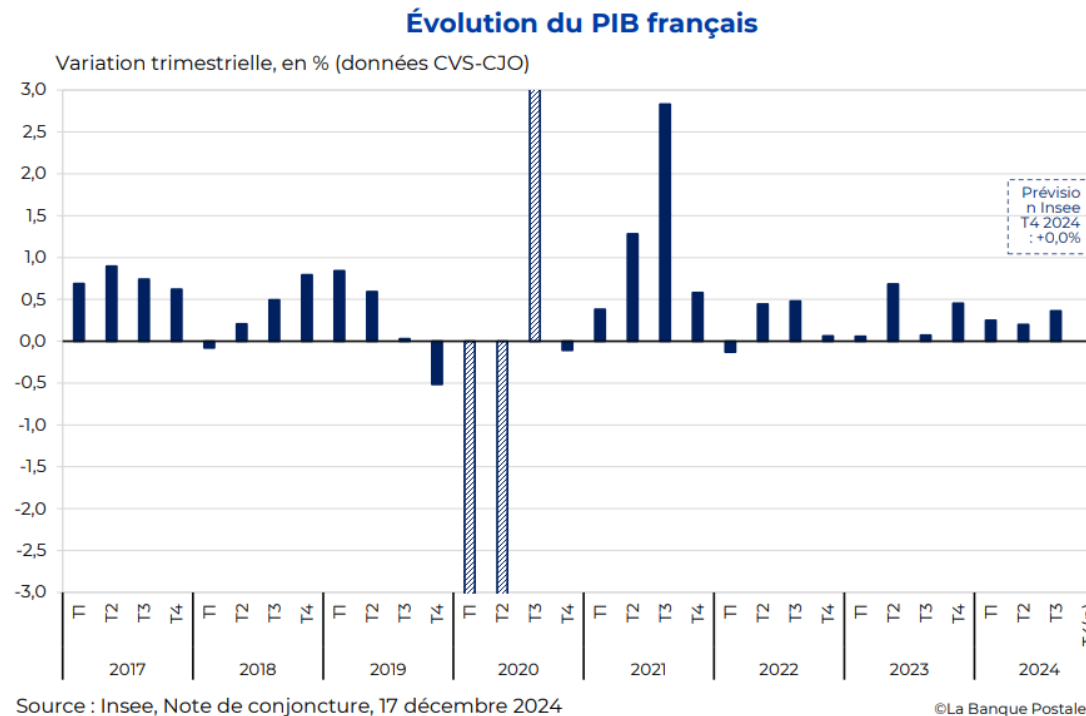
1. Budget général avec reprise anticipée des résultats n – 1 Budget TTC
2. Budget assainissement (DSP+Régie) avec reprise anticipée des résultats n – 1 Budget HT
3. Budget adduction eau potable (DSP+Régie) avec reprise anticipée des résultats n – 1 Budget HT
4. Budget annexe de la pépinière d'entreprise à Schlierbach avec reprise anticipée des résultats n – 1 Budget HT
5. Budget de la zone d'activité d'Attenschwiller avec reprise anticipée des résultats n – 1 Budget HT
6. Budget de la zone d'activité « Technoparc » à Hésingue avec reprise anticipée des résultats n – 1 Budget HT
7. Budget de la zone d'activité de Ranspach-le-Bas avec reprise anticipée des résultats n – 1 Budget HT





# Le contexte général (international – national et local)

- **L'instabilité politique observée des derniers mois** est une situation assez nouvelle pour la France depuis la mise en place de la Ve république. **Pour l'instant, les marchés financiers (et les agences de notation) ont plutôt été conciliants avec la France.** Les difficultés économiques et politiques en Allemagne, dont les titres servent habituellement de valeur refuge, peuvent être une raison. La taille économique de la France... et de sa dette en est une autre. **Par chance, l'environnement monétaire est à la détente, ce qui permet au taux français à 10 ans d'être début décembre inférieur à son niveau d'avant la dissolution.** Mais **ce brouillard politique n'est pas sans incidence sur la situation économique.** Le manque de visibilité peut favoriser une épargne plus importante des ménages et surtout peser sur les décisions engageant l'avenir des entreprises, en matière d'embauche et d'investissement.
- **Le PIB de la zone euro a fini l'année 2024 sur un *statu quo*.** De fortes divergences subsistent entre la France et l'Allemagne qui ont connu une petite contraction de leur PIB et l'Espagne qui enregistre toujours une croissance soutenue. La BCE a de nouveau abaissé ses taux directeurs fin janvier, restant confiante sur la trajectoire de l'inflation.
- **Au Royaume-Uni la croissance reste faible. Mais l'inflation a montré des signes de modération récemment.** Cela pourrait permettre à la Banque d'Angleterre d'assouplir sa politique monétaire dans les mois à venir.
- La Banque du Japon continue à aller à contrecourant des autres grandes banques centrales. **Le retour de l'inflation constitue une nouvelle donne que les acteurs économiques ont du mal à appréhender.**
- Enfin, **la Chine a terminé l'année sur une tonalité plutôt positive en matière de croissance, sous l'effet des soutiens publics et peut-être aussi en anticipations du relèvement des droits de douane américains.**
- **Les Bourses ont commencé l'année sur une trajectoire haussière, avec notamment un rattrapage en Europe.** Les valeurs technologiques américaines ont souffert des annonces chinoises en matière d'IA
- En outre, l'arrivée au pouvoir de D. Trump (le 20 janvier) est porteuse de beaucoup d'interrogations, non sur la nature des décisions mais sur le contenu précis des mesures qui seront adoptées (relèvement des droits de douane, immigration, déréglementation). En surveillant leurs conséquences sur l'inflation, **la Fed devrait donc se montrer prudente en matière de baisse de ses taux directeurs.**



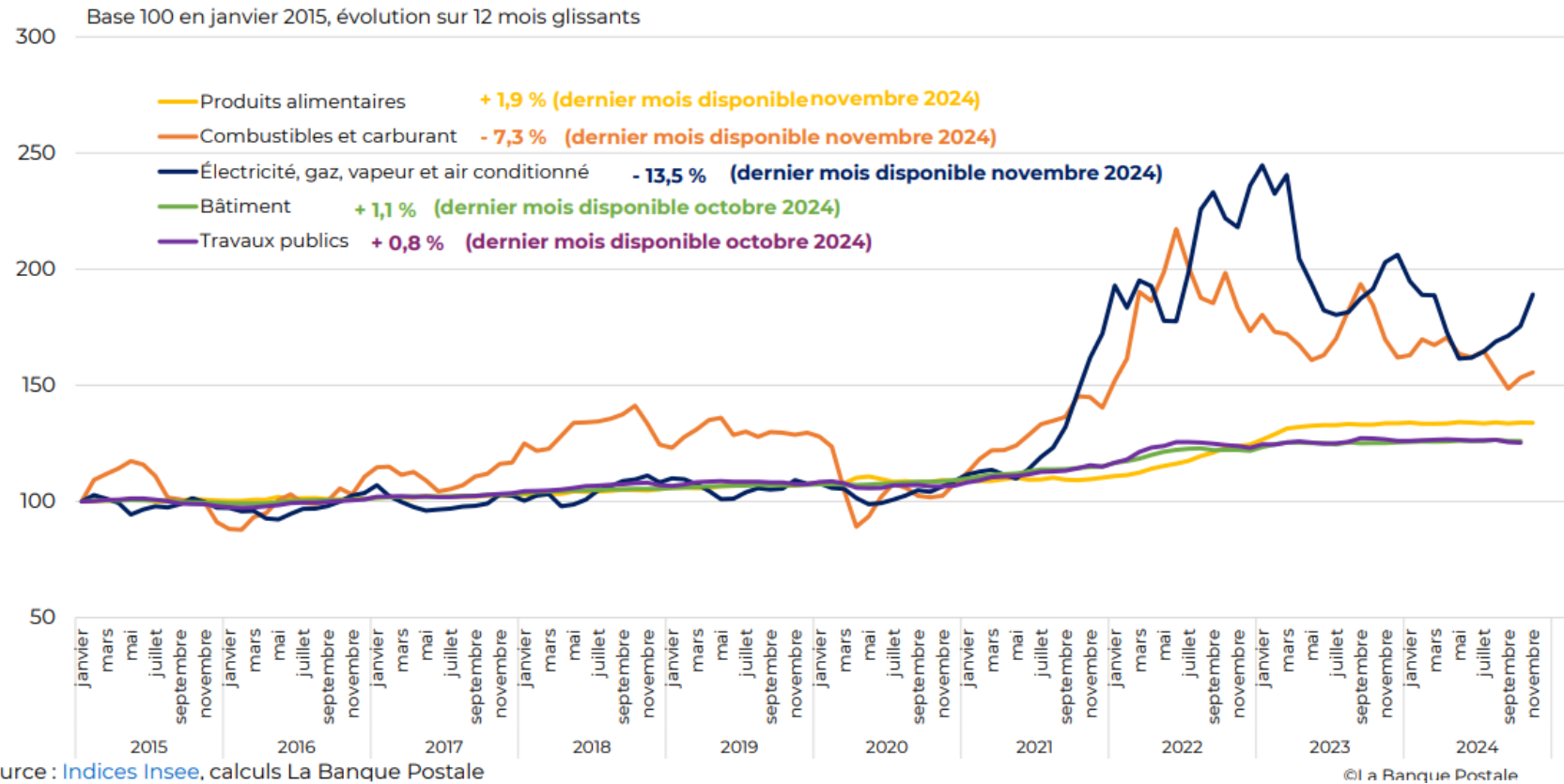
Après les incertitudes liées à la pandémie puis à l'invasion russe de l'Ukraine, l'année 2023 a vu les effets de la crise énergétique se dissiper progressivement et l'inflation commencer à baisser.

En 2024, les grandes banques centrales (FED et BCE) ont amorcé une phase de normalisation de la politique monétaire avec une baisse progressive de leurs taux directeurs. Les marchés financiers anticipent une poursuite de cet assouplissement monétaire. Dans ce contexte de désinflation, l'économie française continue à faire preuve de résilience en 2024 avec une croissance qui s'élèverait à + 1,1 %. La consommation résiste et les exportations progressent nettement, malgré un environnement géopolitique qui reste particulièrement instable.

En 2025, la croissance serait encore de 1,1 % dans un contexte de redressement des finances publiques. L'activité bénéficierait d'un rebond de la demande intérieure. La diminution de l'inflation favoriserait en effet la consommation des ménages.

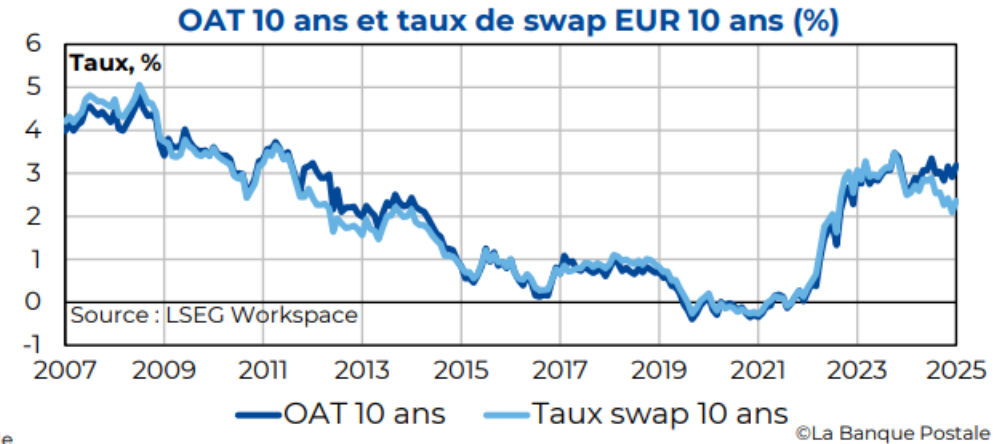
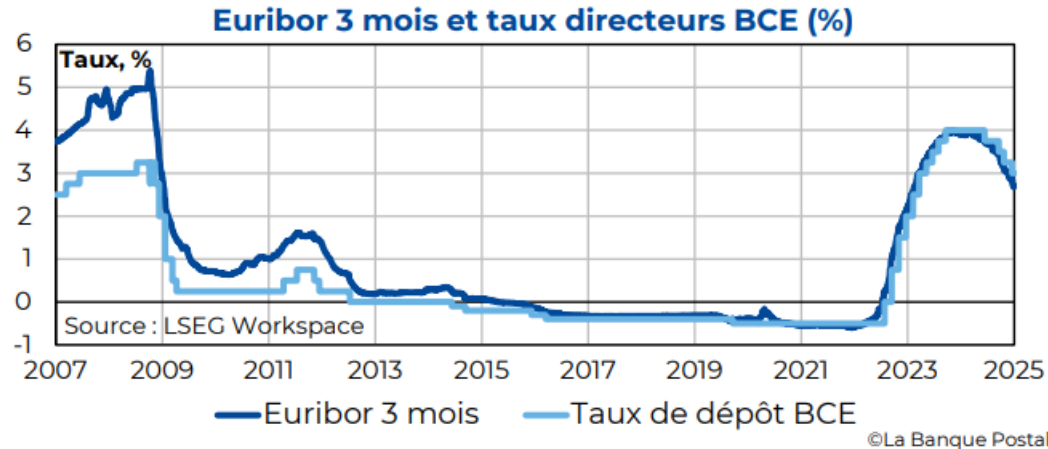
En résumé : + 1,1 % en 2025, + 1,1 % en 2024, + 0,9 % en 2023 et +2,6 % en 2022

## Indices de prix impactant la dépense locale



Avec la baisse de l'inflation, qui devrait retomber à + 2,1 % en 2024 en moyenne annuelle (après + 4,9 % en 2023 et 5,2 % en 2022) et revenir en dessous de 2 % dès 2025, le pouvoir d'achat des ménages augmenterait en 2024 et 2025.

## Évolution des taux d'intérêt



Taux d'intérêt : poursuite de la baisse des taux courts, mais pas forcément des taux longs.

L'épisode inflationniste observé à partir de 2022 a amené la BCE à fortement remonter ses taux directeurs afin de juguler la hausse des prix en zone euro : le taux de dépôt est ainsi passé de - 0,5 % en juillet 2022 à 4,0 % en septembre 2023, soit une hausse de 450 points de base (pb). L'inflation a toutefois nettement diminué en zone euro depuis 2023, revenant progressivement vers la cible de 2 % et la BCE anticipe une inflation à 2,1 % en moyenne en 2025. Cette maîtrise de l'inflation a permis à la BCE d'entamer son cycle de baisse des taux directeurs depuis juin 2024. Fin 2024, la BCE a ainsi réalisé 4 baisses de taux de 25 pb, ramenant le taux de dépôt de 4,00 % à 3,00 %.

Ce mouvement devrait se poursuivre en 2025, les marchés anticipant 4 à 5 baisses supplémentaires de 25 pb. Cela amènerait le taux de dépôt vers 2,00 %, voir légèrement moins en cas de ralentissement plus marqué de la croissance (la BCE anticipe à ce stade une croissance de 1,1 % en zone euro pour 2025).

Modifications institutionnelles	2022	2023	2024	2025
<b>Nombre de communes</b> au 1 <sup>er</sup> janvier (hors collectivités enregistré dans ce PC	34 955	34 945	34 935	34 875
<b>Nombre de communes nouvelles</b> au 1 <sup>er</sup> janvier (par rapport à 2013)	785	793	804	845
<b>Nombre de groupements à fiscalité propre</b> au 1 <sup>er</sup> janv. (hors Polynésie fr.) dont métropoles (yc mét. de Lyon)	1 255 22	1 255 22	1 255 22	1 254 22
<b>Nombre de syndicats (SIVU, SIVOM, mixtes)</b> au 1 <sup>er</sup> janvier	8 722	8 615	8 231	8 207 (au 24/12/2024)
<b>Nouveaux transferts de compétences</b>	Début de l'expérimentation de la recentralisation du RSA pour la Seine-Saint-Denis et les Pyrénées-Orientales.	Poursuite recentralisation du RSA, l'Ariège entre dans l'expérimentation.  19 territoires sélectionnés pour l'expérimentation relative à l'accompagnement rénové des allocataires du RSA.  Transfert de portions de la voirie nationale aux collectivités en vertu des articles 38 et 40 de la loi 3DS.	Transfert du pouvoir de police de la publicité extérieure aux maires (transfert possible aux présidents d'intercommunalité sous condition)*, comme le prévoyait la loi Climat et résilience du 22 août 2021** (cf. article 250 LFI 2024 concernant la compensation).	La LFSS 2024 a prévu une réforme de la tarification des EHPAD avec l'expérimentation à compter de 2025 du transfert à la sécurité sociale du financement de la section dépendance des EHPAD, normalement du ressort des départements. Des modifications étaient prévues dans le PLFSS 2025 - qui n'a pas été adopté - pour satisfaire l'ensemble des départements volontaires et adapter diverses dispositions relatives aux concours de la CNSA.

### Collectivités locales 2024 (estimations et évolutions 2024/2023)\*

Recettes de fonct.	276,5 Md€	+2,3%
Dépenses de fonct.	237,0 Md€	+4,4%
Épargne brute	39,5 Md€	-8,7%
Investissement**	80,1 Md€	+7,0%
Encours de dette	210,7 Md€	+2,8%

### Finances des départements 2024 (estimations et évolutions)\*

Recettes de fonct.	71,5 Md€	+0,3%
Dépenses de fonct.	66,9 Md€	+3,7%
Épargne brute	4,6 Md€	-31,8%
Investissement**	12,8 Md€	+2,6%
Encours de dette	31,7 Md€	+3,8%

### Finances des régions & collectivités territoriales uniques 2024 (estimations et évolutions)\*

Recettes de fonct.	31,4 Md€	+2,1%
Dépenses de fonct.	25,5 Md€	+3,8%
Épargne brute	5,8 Md€	-5,1%
Investissement**	14,3 Md€	+4,6%
Encours de dette	37,1 Md€	+4,9%

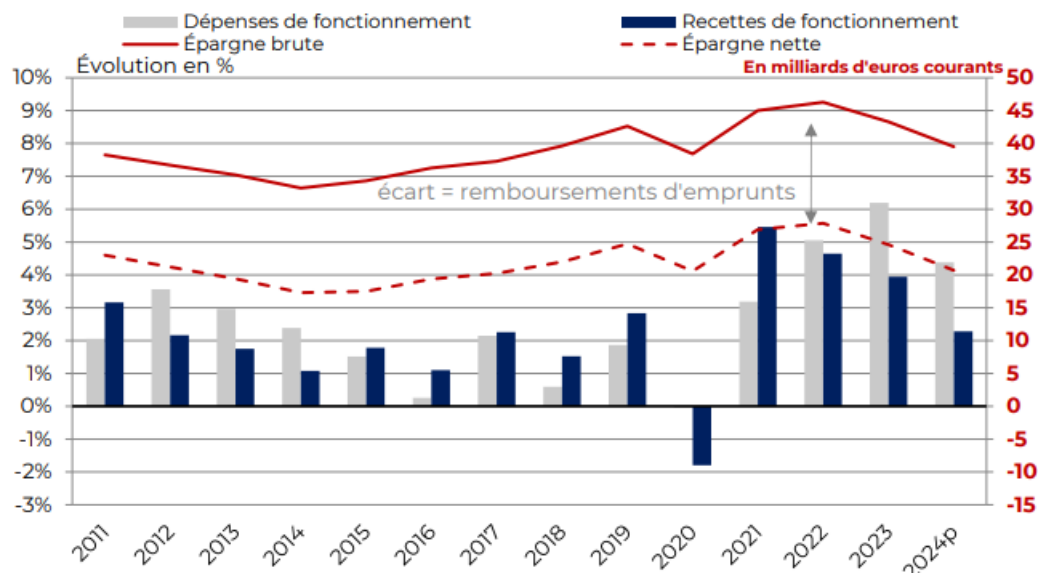
### Finances des communes 2024 (estimations et évolutions)\*

Recettes de fonct.	99,5 Md€	+2,5%
Dépenses de fonct.	86,0 Md€	+4,4%
Épargne brute	13,5 Md€	-7,8%
Investissement**	29,2 Md€	+8,3%
Encours de dette	66,5 Md€	+1,4%

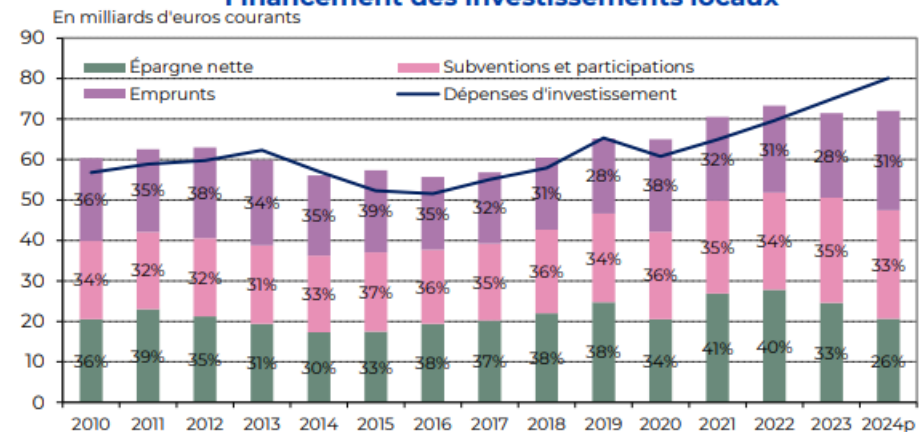
### Finances des EPCI à fiscalité propre 2024 (estimations et évolutions)\*

Recettes de fonct.	53,7 Md€	+2,8%
Dépenses de fonct.	46,6 Md€	+3,8%
Épargne brute	7,1 Md€	-3,5%
Investissement**	13,1 Md€	+9,3%
Encours de dette	30,3 Md€	+3,1%

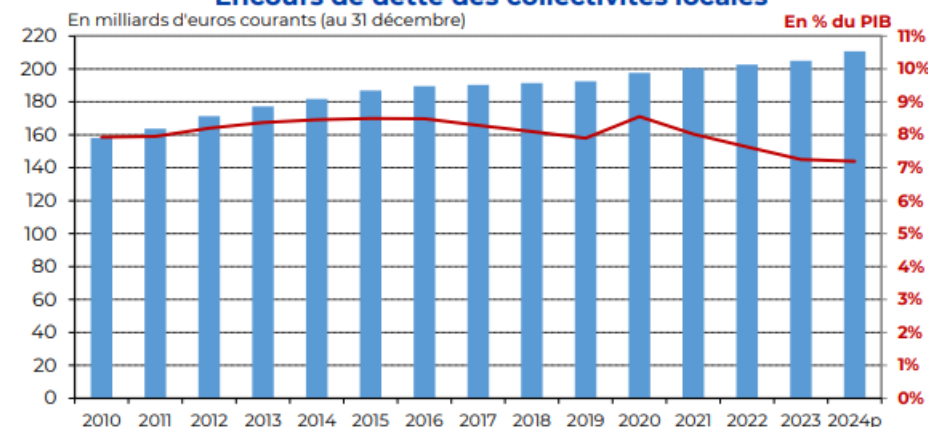
### Les composantes de l'évolution de l'épargne brute des collectivités locales



### Financement des investissements locaux\*



### Encours de dette des collectivités locales





### Évolutions des prévisions de déficit public (solde effectif)

En % du PIB	2024	2025	2026	2027	2028	2029
<a href="#">Loi de programmation des finances publiques 2023-2027 (18/12/2023)</a>	-4,4	-3,7	-3,2	-2,7		
<a href="#">Loi de finances pour 2024 (29/12/2023)</a>	-4,4					
<a href="#">Programme de stabilité 2024-2027 (17/04/2024)</a>	-5,1	-4,1	-3,6	-2,9		
<a href="#">Projet de loi de finances pour 2025 (10/10/2024)</a>	-6,1	-5,2				
<a href="#">Plan budgétaire et structurel à moyen terme (PSMT-remplace le PSTAB) 2025-2029 (23/10/2024)</a>	-6,1	-5,0	-4,6	-4,0	-3,3	-2,8
<a href="#">Loi de finances de fin de gestion 2024 (06/12/2024)</a>	-6,1					



# Mesures législatives et réglementaires pour 2025

## La loi spéciale : chronologie des faits



05/12/2024

**Démission du Gouvernement**

À la suite de la motion de censure du Gouvernement sur le PLFSS (art. 49 alinéa 3 Constitution) et **suspension des débats au Parlement sur les textes financiers.**



20/12/2024

**Promulgation de la [loi spéciale](#) (art. 47 Constitution et 45 LOLF)**

**09/12/2024** Avis du Conseil d'État relatif à l'interprétation de l'article 45 LOLF (notamment sur l'intégration des prélèvements sur recettes)

**11/12/2024** Dépôt à l'AN du Projet de loi spéciale

**16/12/2024** Adoption par l'Assemblée nationale

**18/12/2024** Adoption par le Sénat

**20/12/2024** Promulgation par le Président de la République



30/12/2024

Promulgation du [décret n°2024-1253](#) portant répartition des crédits relatifs aux services votés (art. 47 Constitution) pour assurer la continuité des services publics



15/01/2025

**Reprise de l'examen du projet de loi de finances (PLF) 2025 au Sénat ; vote prévu le 23 janvier**

## Dispositions législatives encadrant la mise en place d'une procédure exceptionnelle temporaire jusqu'à l'adoption d'une loi de finances

**Art. 47 de la Constitution : cet article organise la procédure à suivre en cas de non-adoption d'une loi de finances. Les alinéas 3 et 4 de cet article peuvent être utilisés sans toutefois correspondre exactement à la situation.**

L'alinéa 3 autorise le Gouvernement à mettre en œuvre par ordonnance les dispositions du projet de loi de finances si le Parlement ne s'est pas prononcé dans un délai de soixante-dix jours.

L'alinéa 4 autorise le Gouvernement à demander d'urgence au Parlement l'autorisation de percevoir les impôts et à ouvrir par décret les crédits se rapportant aux services votés, si le PLF n'a pas été déposé en temps utile pour que la loi de finances soit promulguée avant le début de l'exercice. C'est ce dernier alinéa qui a été retenu. C'est alors la procédure prévue à l'article 45 de la LOLF qui s'applique (cf. [avis du Conseil d'État](#)).

**Art. 45 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) : cet article organise la procédure à suivre en cas d'actionnement de l'alinéa 4 de l'article 47 de la Constitution.**

Le Gouvernement peut mettre en place une procédure accélérée sur la première partie du PLF (sur les recettes) mais avant le 11 décembre, ce qui n'a pas été fait.

Le Gouvernement doit alors déposer devant l'Assemblée nationale, avant le 19 décembre, **un projet de loi spéciale l'autorisant à percevoir les impôts existants jusqu'au vote de la loi de finances** (cf. [contenu de cette loi](#), [dispositions propres aux PSR](#)).

Une fois la loi spéciale promulguée, le Gouvernement prend **un décret ouvrant les crédits applicables aux seuls services votés** (cf. [contenu de ce décret](#) et dispositions propres [aux dotations budgétaires](#) des collectivités locales).

## Loi spéciale : contenu

La loi spéciale promulguée le 20/12/2024, a été [publiée](#) au Journal officiel du 21/12/2024. Cette loi spéciale ne remplace pas le budget, elle autorise seulement la perception des impôts et des ressources publiques nécessaires au financement des dépenses publiques essentielles.

Elle contient quatre articles :

**Art. 1 :** en attendant l'entrée en vigueur d'une nouvelle LFI, cet article autorise **la perception des ressources de l'État** mais aussi des **impositions de toutes natures affectées à d'autres personnes morales que l'État**. Les impositions des **collectivités locales sont donc bien concernées** par cet article. **Ces dernières percevront les douzièmes de fiscalité conformément aux règles de calcul en vigueur (132,9 Md€ ouverts dans le décret au titre des services votés sur le compte d'avances aux collectivités locales).**

**Art. 2 :** cet article a été ajouté par l'AN afin de garantir **la perception par les collectivités locales des prélèvements opérés sur les recettes de l'État** (cf. [dispositions propres aux PSR](#) et à [la DGF](#)) évalués au montant de la LFI de 2024, soit 45,058 Md€. Cet article dresse la liste des PSR et de leur montant.

**Art. 3 :** cet article autorise le ministre chargé des finances à **procéder à l'emprunt** jusqu'à l'entrée en vigueur de la LFI.

**Art. 4 :** cet article autorise différents organismes sociaux (ACOSS, CPR, CANSSM, CNRACL) à recourir à des ressources non permanentes pour la couverture de leurs besoins de trésorerie, dans l'attente du vote de la LFSS. Cet article vise à garantir la continuité des paiements et remboursements des prestations de sécurité sociale début 2025.

## Décret ouvrant les crédits nécessaires à l'exécution des services publics : contenu

Une fois la loi spéciale promulguée, le Gouvernement est autorisé à prendre un décret ouvrant les crédits nécessaires à la continuité des services publics, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 et dans l'attente d'une loi de finances pour 2025.

Une circulaire interministérielle du 12 décembre est venue apporter des précisions quant à la mise en œuvre de ce décret.

Plusieurs principes ont été posés (complétés par une circulaire du 30/12/2024 relative à la gestion budgétaire de l'État et des organismes publics nationaux et opérateurs financés par l'État) :

- **2024 comme plafond mais pas de plancher...**

Le décret ouvre des crédits uniquement pour les « services votés », c'est à dire dans la limite des crédits inscrits en loi de finances pour 2024. Cette référence aux niveaux 2024 constitue une limite haute à ne pas dépasser mais les crédits ouverts peuvent être inférieurs.

- **... sauf la nécessité de poursuivre l'exécution des services publics**

Les crédits ouverts doivent permettre a minima le maintien des services publics dans les conditions approuvées par le Parlement pour 2024. La continuité des services publics se traduit notamment par le financement de la rémunération des agents publics, le fonctionnement courant des services et les dispositifs d'interventions obligatoires.

**Décret ouvrant les crédits nécessaires à l'exécution des services publics : contenu****• Suspension des dotations, des subventions et des revalorisations salariales**

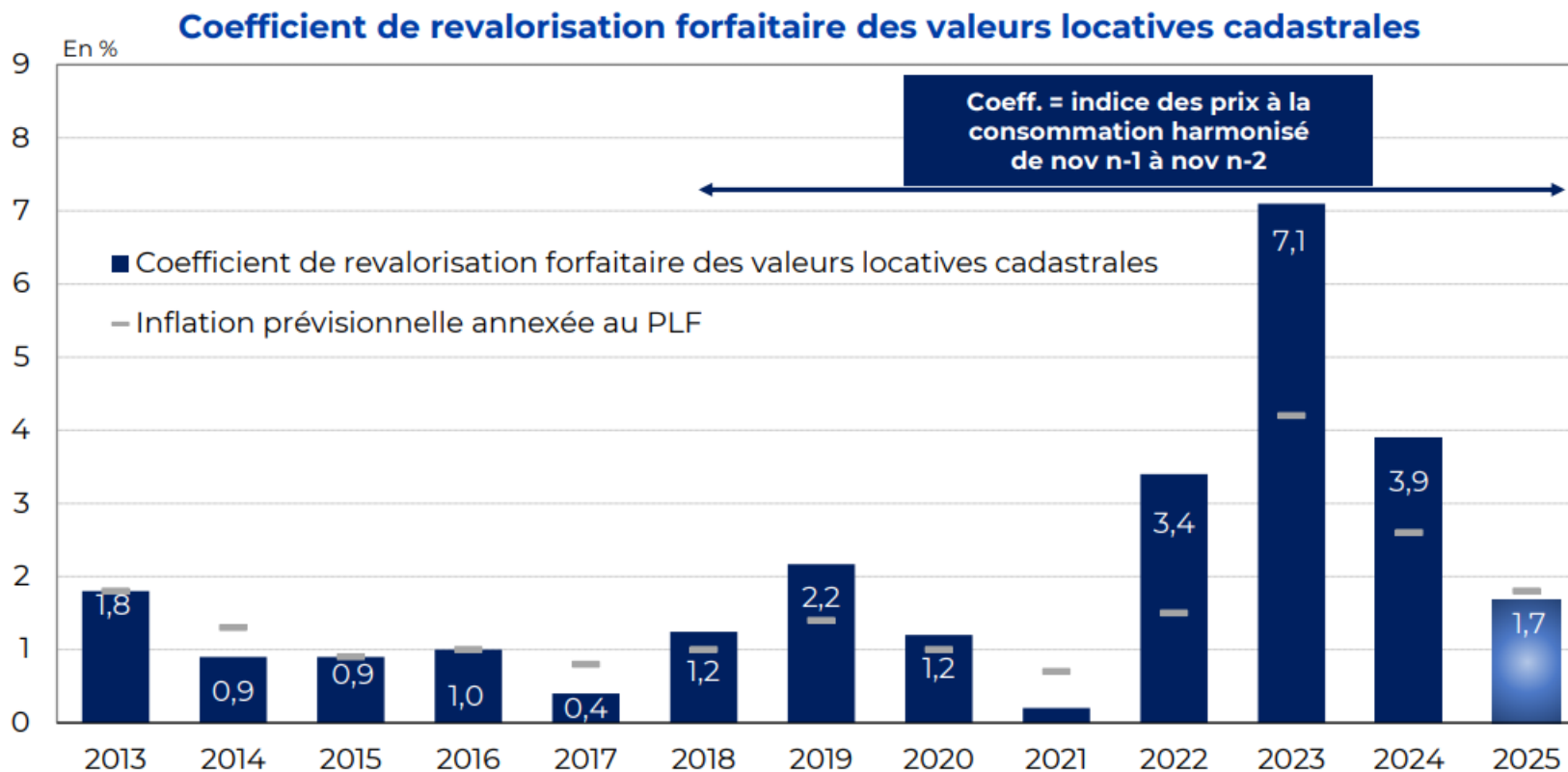
Il est bien précisé qu'aucune dépense nouvelle (sauf urgence nationale) ne sera mise en œuvre.

Des précisions sont apportées pour certaines dépenses :

- seuls seront financés les projets d'investissement déjà en cours de réalisation et ceux relevant d'un besoin urgent ;
- les mesures de revalorisations salariales seront mises en attente ;
- les dépenses discrétionnaires comme les dotations, subventions, appels à projets et soutiens divers sont suspendus (cf. [explications concernant les dotations budgétaires des collectivités locales](#)).

**• Application de ces principes à l'État, ses organismes, aux établissements de sécurité sociale, et aux collectivités territoriales dans le respect du principe de libre administration**

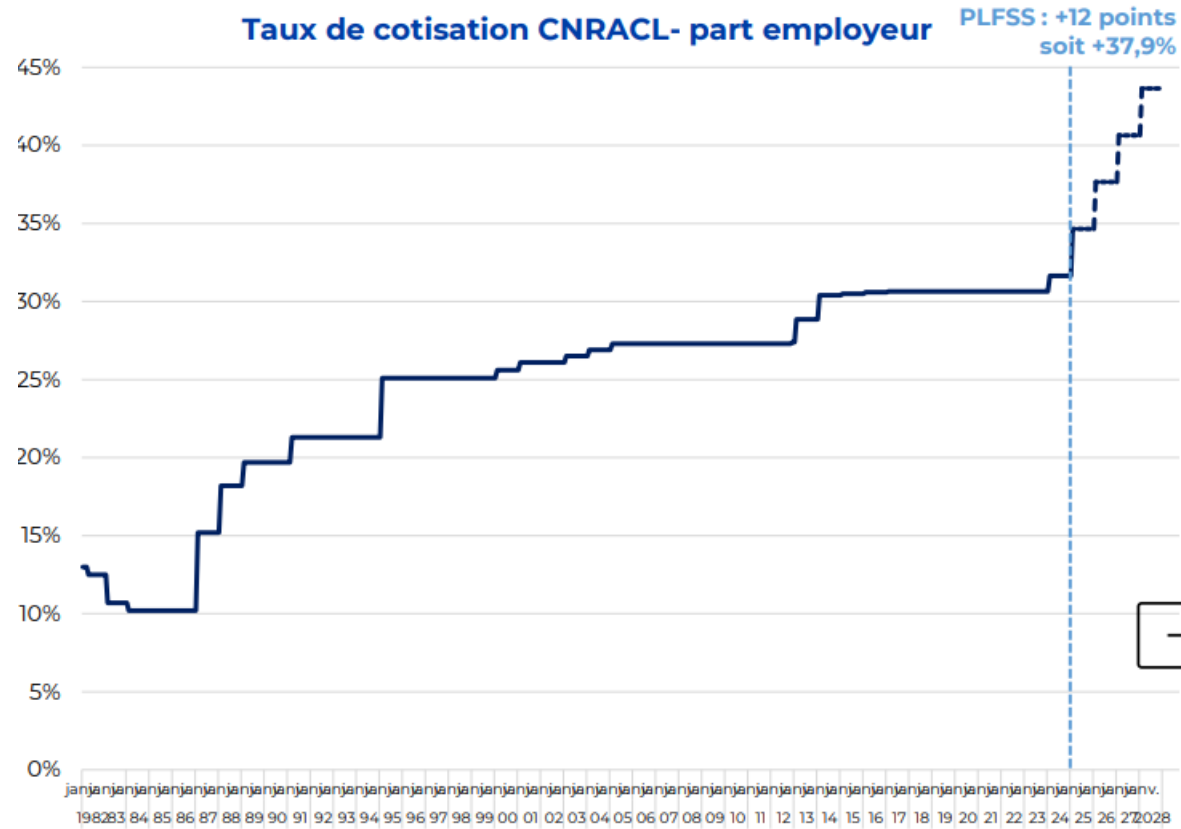
## Revalorisation des valeurs locatives cadastrales



Les valeurs locatives des locaux professionnels ne sont pas indexées par le coefficient de revalorisation forfaitaire, mais actualisées par la révision annuelle de la grille tarifaire. Ainsi, les valeurs locatives des locaux d'habitation, industriels et des autres locaux à l'exception des locaux professionnels sont revalorisées par le coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives. Ce dernier a connu une hausse inédite en 2023 du fait de la forte inflation pour atteindre 7,1 %. Il s'est établi en 2024 à 3,9 %. Pour 2025, le taux est de l'ordre de 1,7 %.



# Hausse des cotisations patronales CNRACL



## Différentes informations fiscales

**Fixation des montants de l'imposition forfaitaire sur les pylônes** : les montants de l'imposition forfaitaire annuelle sur les pylônes (IFP) sont révisés chaque année proportionnellement à la variation du produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) constatée au niveau national. Ainsi, les montants au titre de 2025 correspondent à ceux appliqués au titre de 2024 multipliés par 1,0523419 (coefficient de variation entre 2023 et 2024). En 2025, les montants sont donc de 3 235 € pour les pylônes supportant des lignes électriques dont la tension est comprise entre 200 et 350 kilovolts et de 6 461 € pour les plus de 350 kilovolts (bofip.impots.gouv.fr).

**Mise à jour des tarifs d'IFER** : chaque année les tarifs des différentes composantes de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux sont revalorisés par le taux prévisionnel de l'inflation hors tabac (IPCHT) associé au PLF de l'année. Dans le rapport économique, social et financier annexé au PLF du 10/10/2024, la prévision d'IPCHT pour 2025 est de +1,8 %.

**Mise à jour de la valeur forfaitaire de la taxe d'aménagement** : la taxe d'aménagement est calculée en multipliant la surface taxable par une valeur forfaitaire par m<sup>2</sup> puis par le taux voté par la collectivité. La valeur forfaitaire par m<sup>2</sup> est actualisée chaque année en fonction de l'indice du coût de la construction (ICC) au 3ème trimestre de l'année n-1. Au T3 2024 l'ICC est de 2 143, soit une hausse de 1,76 % par rapport à l'ICC au T3 2023. En conséquence la valeur forfaitaire serait (dans l'attente de la parution du décret officiel) de 1 054 € en Île-de-France et 930 € ailleurs.

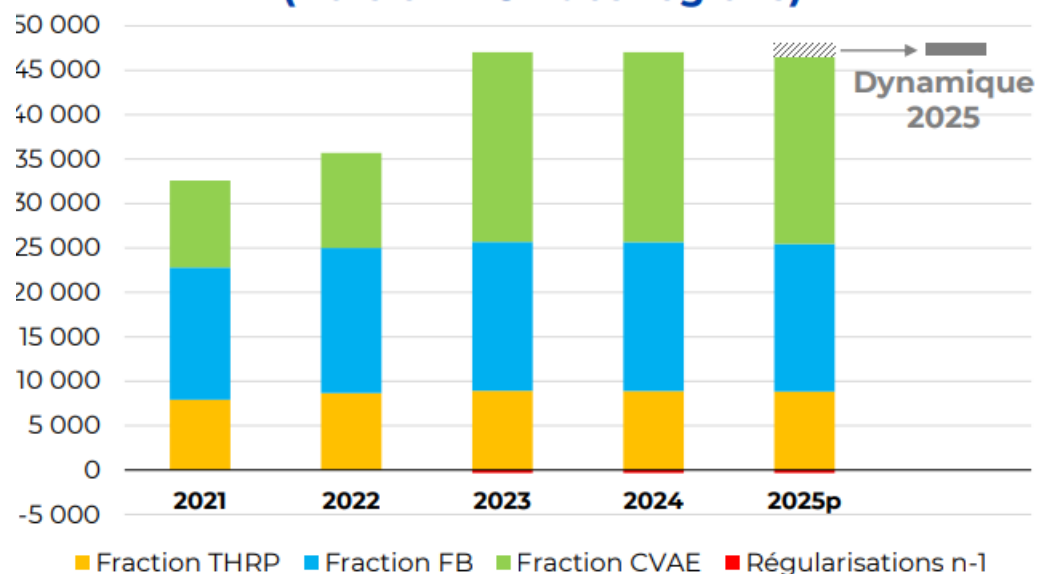


# La Loi de finances pour 2025 et les incidences

Loi de finances pour 2025  
et les incidences

## Gel des fractions de TVA

**Rappel PLF 2025 :** pas de dynamique fiscale pour les collectivités sur la **TVA en 2025** (article 31), sauf pour le fonds de sauvegarde des départements. Puis, à compter de 2026, dynamique de l'année précédente.

Évolution des fractions de TVA en M€  
(hors ex-DGF des régions)

## Rappel des prévisions successives de TVA nette

En Md€	Montant de la TVA nette				
	2021	2022	2023	2024	2025p
Prévision initiale		192,108	215,034	219,673	216,200 (214,600 PLF revu au Sénat)
Prévision revue		204,597	210,182	210,121 (208,300 en LFG*)	
Définitif	186,709	202,716	208,351		

## Mise en place d'un fonds de réserve

### **Rappel PLF 2025** : le fonds de réserve au PLF (article 64 rejeté, article 64 bis adopté) (1/3)

PROJET DE LOI AMENDÉ PAR LE GOUVERNEMENT	AMENDEMENT SENATORIAL ADOPTÉ
<p><b>Montant du prélèvement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Différence entre le besoin de financement des collectivités locales prévu au PLF n-1 et le besoin de financement constaté la même année</li> <li>• Au prorata des recettes fiscales versées par l'intermédiaire du compte d'avances (taxes foncières et d'habitation, TEOM, CFE, IFER, TASCOT, taxe GEMAPI, imposition sur les pylônes, fractions de TVA, TICFE, taxe sur les éoliennes maritimes...)</li> <li>• Plafonné à 2 % (1 % pour les départements) des recettes réelles de fonctionnement hors atténuations de produits, recettes exceptionnelles, recettes de personnel liées à la mutualisation des services entre EPCI et communes et, pour les communes de la Métropole du Grand Paris, montants versés à leur EPT au titre du FCCT</li> <li>• À l'exclusion des collectivités les plus défavorisées au regard de leur classement pour les dotations de péréquation, ou pour les départements de leur indice de fragilité sociale</li> </ul>	<p><b>Montant du prélèvement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fixé à 1 Md€</li> <li>• Réparti entre les trois catégories (bloc communal ; départements ; régions, CTU et Mayotte) au prorata : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Pour moitié, des recettes réelles de fonctionnement (RRF)</li> <li>○ Pour moitié, du taux d'épargne brute moyen</li> </ul> </li> </ul> <p>Montant du prélèvement du bloc communal réparti en deux moitiés (50 % pour les communes, 50 % pour les EPCI)</p> <p>Montant individuel calculé en fonction :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour les communes et EPCI : de la population et de l'écart à 1,1 de la moyenne de leur indice synthétique de ressource et de charge (ISRC) associant potentiel financier ou fiscal et revenu par habitant</li> <li>• Pour les départements : de leur population et de leur indice de fragilité sociale inférieur à la médiane</li> <li>• Pour les régions, CTU et Mayotte : de leur population</li> <li>• Plafonné à 2 % des RRF hors atténuations de produits, recettes exceptionnelles, recettes communales de personnel liées à la mutualisation des services avec leur EPCI et, pour les communes de la MGP, montants versés à leur EPT au titre du FCCT</li> </ul>

## Mise en place d'un fonds de réserve

**Rappel PLF 2025 :** le fonds de réserve au PLF (article 64 rejeté, article 64 bis adopté) (2/3)

Type de collectivité	PROJET DE LOI AMENDÉ PAR LE GOUVERNEMENT		AMENDEMENT SENATORIAL ADOPTÉ	
	Nombre de collectivités	Montant global	Nombre de collectivités	Montant global
Communes*	205	603,0 M€	2 130	257,2 M€
EPCI** et EPT	206	511,2 M€	131	239,4 M€
Départements	75	528,1 M€	48	224,3 M€
Régions et CTU	12	529,8 M€	12	279,1 M€

## Baisse du taux de FCTVA

### **Rappel PLF 2025 :** le FCTVA (article 30)

#### **Le fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) :**

- évolution du taux de FCTVA, de 16,404 % à 14,850 %
- suppression des dépenses de fonctionnement dans l'assiette d'éligibilité

→ Application aux dépenses réalisées à partir de 2025.



*Un amendement gouvernemental avait été déposé pour supprimer le caractère rétroactif de ces dispositions, qui devaient initialement s'appliquer aux attributions versées à partir de 2025.*

→ Impact estimé de ces deux mesures : une baisse de 10% du remboursement de TVA pour les collectivités.



*Le Sénat a supprimé cet article.*



# La rétrospective financière



## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Dépenses de fonctionnement		CA 2020	CA 2021	CA 2022	Budget 2023	CA 2023
011	Charges à caractère générales	12 970 598,78	13 517 024,90	16 462 965,08	18 413 190,00	16 522 094,70
012	Charges de personnel	11 531 665,54	12 212 354,40	12 918 178,11	13 928 000,00	13 546 906,23
014	Atténuations de produits	26 325 887,00	26 092 366,37	25 835 741,64	26 445 270,00	26 445 182,80
739211	<i>dont Attribution de compensation</i>	24 378 491,00	24 012 813,64	24 012 813,64	24 378 500,00	24 378 491,00
739212	<i>dont DSC</i>	486 967,00	486 967,00	486 967,00	487 000,00	486 967,00
739223	<i>dont FPIC</i>	1 445 476,00	1 343 420,00	1 320 976,00	1 507 750,00	1 507 742,00
65	Autres charges de gestion courante	9 441 658,20	9 928 548,39	11 063 933,83	12 605 180,30	10 681 956,13
6553.	<i>dont Service d'incendie</i>	2 493 937,89	2 469 296,39	2 526 541,95		2 712 284,39
6574.	<i>dont Subventions de fonctionnement ( transports 4,3M, tourisme, associations...)</i>	5 791 144,14	6 058 104,97	6 086 385,49		6 088 874,08
66	Charges financières	517 415,47	444 682,21	566 729,27	605 700,00	591 365,38
67	Charges exceptionnelles	385 261,65	168 458,33	1 660 248,17	156 800,00	138 352,38
68	Dotations aux amortissement et provisions	-	-	26 794,28	27 000,00	10 698,29
023	Virement à la section d'investissement	-	-	-	5 480 259,54	-
042	Opération d'ordre de transfert entre sections	2 826 075,45	2 454 064,05	3 222 666,72	3 363 740,00	3 202 781,72
<b>Total</b>		<b>63 998 562,09</b>	<b>64 817 498,65</b>	<b>71 757 257,10</b>	<b>81 025 139,84</b>	<b>71 139 337,63</b>

Après une évolution à la hausse significative entre 2021 et 2022 de 6 939 k€ **due à la prise en compte des contrats de collecte des déchets ménagers, la levée des options de la DSP des transports publics et la signature du contrat de relance du logement 2022**, les dépenses de fonctionnement 2023 s'élèvent à 71 139 k€ pour un budget 2023 de 81 025 k€, la section de fonctionnement est en diminution de 617 k€ en comparaison à l'exercice 2022.

Le poste de dépense le plus important reste le chapitre 014 – Atténuation de produits- qui regroupe le versement des AC aux communes à hauteur de 24 378 k€, retrouvant son montant initial d'avant COVID, le versement du FPIC pour 1 507 k€ et le versement de la DSC pour un montant de 486 k€.

Le virement à la section d'investissement n'a pas été déclenché pour un montant de 5 480 k€. Les écritures d'ordre ont été réalisées à hauteur de 3 202 k€

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Recettes de fonctionnement		CA 2020	CA 2021	CA 2022	Budget 2023	CA 2023
70	Produits des services et des ventes	2 433 303,38	3 172 048,10	3 779 153,03	3 569 450,00	3 468 502,17
73	Impôts et taxes	47 336 238,30	41 744 332,96	44 959 380,40	53 064 774,00	53 548 839,07
74	Dotations et participations	12 674 091,74	18 244 253,96	19 122 790,21	22 586 743,00	23 110 390,68
75	Autres produits de gestion courante	903 399,71	912 232,81	884 306,16	826 400,00	740 405,03
76	Produits financiers	-	-	0,05	-	-
77	Produits exceptionnels	560 752,94	203 172,77	584 383,54	243 590,00	240 310,12
78	Reprises sur provisions	-	-	-	27 000,00	26 794,28
042	Opération d'ordre de transfert entre sections	49 805,06	100 510,23	970 164,10	114 000,00	101 927,48
002	Résultat reporté	5 058 158,40	2 685 841,53	3 069 144,71	233 182,84	233 182,84
013	Attenuation de charges	148 347,97	154 150,97	82 376,15	360 000,00	362 306,44
<b>Total</b>		<b>69 164 097,50</b>	<b>67 216 543,33</b>	<b>73 451 698,35</b>	<b>81 025 139,84</b>	<b>81 832 658,11</b>

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 81 832 K€, elles sont en augmentation de 8 380 k€, due au versement par l'état de la dotation pour la gestion de l'aéroport de 2,3 m€ (non perçu en 2021 et 2022) et à l'augmentation des taux de fiscalité.

La disparition de la fiscalité directe TH CVAE et une partie de la CFE depuis plusieurs années conduit à une bascule des produits fiscaux vers les dotations et participations. Ainsi, pour l'exercice 2023, le montant des produits fiscaux s'élève à 53 064 k€ et 23 110 k€ le montant des dotations.

Les produits des services et ventes sont en légère diminution en comparaison à l'exercice 2022, mais restent plus élevés que les années 2020 et 2021.

# FOCUS FISCALITE CHAPITRE 73

## Rétrospective financière

Recettes de fonctionnement		CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>47 336 238,30</b>	<b>41 744 332,96</b>	<b>44 959 380,40</b>	<b>53 548 839,07</b>
73111	Impôts directs locaux	26 842 494,00	14 574 394,00	15 289 727,00	19 348 341,00
73111	Taxe foncière sur le bâti	4 920 609,00	4 159 728,00	4 395 440,00	7 375 088,00
73111	Taxe foncière sur le non bâti	149 255,00	150 062,00	162 981,00	174 827,00
73111	Taxe d'habitation	6 056 387,00	281 814,00	326 789,00	466 129,00
73111	Cotisation Foncière d'Entreprise	15 716 243,00	9 982 790,00	10 404 517,00	11 332 297,00
73112	CVAE	7 557 228,00	7 174 179,00	7 158 571,00	-
73113	TASCOM	1 004 628,00	1 068 087,00	1 262 055,00	1 365 799,00
73114	IFER	1 005 966,00	1 054 779,00	1 095 839,00	1 142 339,00
7318	Autres impôts locaux	234 893,00	719 659,00	219 105,00	116 080,00
73221	FNGIR	851 474,00	851 474,00	851 474,00	851 474,00
7331	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	9 558 125,00	9 740 465,00	11 795 827,00	12 846 001,00
7346	Taxe sur les milieux aquatiques et inondations	135 016,00	136 457,00	142 502,00	154 607,00
7342	Versement mobilité		-	-	2 459 596,21
7362	Taxe de séjour	133 103,87	126 025,42	232 622,15	313 340,34
7382	Fraction de TVA - Compensation de la TH		6 286 211,00	6 888 454,00	7 013 168,00
7388	Autres taxes diverses - Compensation de la CVAE	13 310,43	12 602,54	-	7 906 768,00
Fonc 95	Aides au tourisme			23 204,25	31 325,52

2020 fut la première année de suppression de la TH soit 6 056 k€ compensée par une fraction de TVA, également en 2020 une réduction de moitié des valeurs locatives des établissements industriels on fait basculer 4 000 k€ en dotation et dernière suppression la CVAE qui fait l'objet également d'une compensation par une fraction de TVA à hauteur de 8 089 k€ soit 7 625K€ de socle et 464 k€ de variable.

La fiscalité directe a perdu plus de 17 k€ sur base constante entre 2020 et 2023.

Mais suite à l'augmentation de la fiscalité et à la dynamique des bases, SLA perçoit 19 348k€ de fiscalité directe contre 15 289k€ en 2022 focus dans le slide suivant.

Également, à la suite de la mise en place du versement mobilité SLA a perçus 2 459k€.

On peut remarquer également une augmentation de la taxe de séjour sur les 4 années.

## FOCUS FISCALITE CHAPITRE 73

Recettes de fonctionnement		CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
73111	Impôts directs locaux	26 842 494,00	14 574 394,00	15 289 727,00	19 348 341,00
73111	Taxe foncière sur le bâti	4 920 609,00	4 159 728,00	4 395 440,00	7 375 088,00
73111	Taxe foncière sur le non bâti	149 255,00	150 062,00	162 981,00	174 827,00
73111	Taxe d'habitation	6 056 387,00	281 814,00	326 789,00	466 129,00
73111	Cotisation Foncière d'Entreprise	15 716 243,00	9 982 790,00	10 404 517,00	11 332 297,00

Fort de ses bases élevées Saint-Louis Agglomération a récupéré entre 2021 et 2023 + de 1 349 k€ de CFE avec la dynamique des bases sans augmentation de taux.

Lors du vote du budget 23, Saint-Louis Agglomération a pris la décision d'augmenter ses taux de TFPB et THRS de 2 points ce qui a engendré un gain de 2 755 k€ pour la TFPB et 131 k€ pour la THRS.

Vous trouverez ci-dessous l'évolution des bases de 2020 à 2024

	2020	2021	2022	2023	2022/2023	%	2024
<b>TFB</b>	137 088 225	115 627 636	122 701 557	131 934 776	9 233 219	7,52%	138 768 000
<b>TFNB</b>	1 429 567	1 510 411	1 569 318	1 654 790	85 472	5,45%	1 705 000
<b>CFE</b>	62 829 939	39 067 836	40 519 973	44 076 971	3 556 998	8,78%	45 871 000

# FOCUS FISCALITE CHAPITRE 74

## Rétrospective financière

Recettes de fonctionnement		CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>12 674 091,74</b>	<b>18 244 253,96</b>	<b>19 122 790,21</b>	<b>23 110 390,68</b>
74124	Dotation d'intercommunalité	548 286,00	612 196,00	685 958,00	765 614,00
74126	Dotation compensation des groupements de communes	5 098 953,00	4 998 865,00	4 889 583,00	4 861 294,00
744	FCTVA	5 430,53	26 579,92	34 496,48	45 976,23
7461	D.G.D.	109 223,04	109 223,04	109 223,04	109 223,04
74718	Autres	-	36 800,00	795 639,70	113 762,40
7472	Subvention Région	1 486 831,73	1 995 560,60	1 848 033,88	2 131 970,73
7473	Subvention Départements	86 719,37	85 150,99	123 615,17	85 815,28
74848	Autres communes	18 075,81	11 943,39	12 028,80	12 121,75
74758	Autres groupements	68 281,01	71 453,08	65 554,49	66 591,94
7478	Autres organismes	1 948 560,64	2 202 566,94	1 793 838,65	2 008 988,31
748313	DCRTP	499 046,00	499 046,00	499 046,00	499 046,00
74833	Compensation CET - CFE - CVAE + EAP	2 344 718,61	6 658 882,00	7 088 832,00	10 029 234,00
74834	Compensation Taxe Foncière	2 001,00	935 987,00	1 026 030,00	1 138 054,00
74835	Compensation de la Taxe d'Habitation	457 965,00	-	-	-
748388	Autres				19 747,00
7488	Autres attributions et participations			150 911,00	1 222 952,00

Depuis 2020, le chapitre 74 a fortement évolué avec principalement le versement de compensation de la CET en 2021 et en 2023 avec une partie de la compensation de la CVAE, la totalité de la compensation sera inscrite sur ce chapitre en 2024,

A prendre en considération le versement de la dotation EAP de 2,3 M€ en 2020 et 2023. La dotation n'a pas été versée en 2021 et en 2022 soit un manque de 4,6 M€, cela explique l'augmentation en 2023.

A noter, l'augmentation des compensations de TF et des subventions région.

## RESULTAT DE FONCTIONNEMENT

		CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Fonctionnement	Dépenses	63 998 562,09	64 817 498,65	71 757 257,10	71 139 337,63
	Recettes	69 164 097,50	67 216 543,33	73 451 698,35	81 832 658,11
<b>Résultat de fonctionnement :</b>		<b>5 165 535,41</b>	<b>2 399 044,68</b>	<b>1 694 441,25</b>	<b>10 693 320,48</b>

La section de fonctionnement a été fragilisée sur les dernières années, avec une diminution des recettes en 2021 et une forte augmentation des dépenses en 2022. Concernant l'exercice 2023, Saint-Louis Agglomération réalise un résultat de fonctionnement de 10 693 k€ avec des dépenses de fonctionnement maîtrisées et des recettes de fonctionnement en forte augmentation.

Cet auto-financement permettra de couvrir son résultat d'investissement et de financer les investissements futurs sur le budget 2024.

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT EN CHAPITRE

Dépenses d'investissement		CA 2020	CA 2021	CA 2022	Budget 2023	CA 2023
001.	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	3 583 299,11	2 659 898,17	2 171 324,03	274 128,05	274 128,05
16.	Emprunts et dettes assimilées	2 280 112,96	13 748 698,97	3 300 788,48	3 398 850,00	3 379 268,29
20.	Immobilisations incorporelles	759 978,59	590 490,20	610 792,90	1 500 390,35	719 684,56
204.	Subventions d'équipement versées	3 326 515,28	3 116 750,49	1 489 842,27	1 345 960,00	1 113 321,21
21.	Immobilisations corporelles	1 816 640,31	1 566 383,87	803 009,24	2 360 819,87	1 284 317,04
23.	Immobilisations en cours	2 658 440,80	4 844 962,76	3 138 414,22	4 811 169,29	2 713 517,41
27.	Autres immobilisations financières	-	63 402,40	-	-	-
45.	Opérations pour compte de tiers	27 378,00	7 242,00	-	-	-
040.	Opérations d'ordre de transfert entre section	49 805,06	100 510,23	970 164,10	114 000,00	101 927,48
041.	Opérations patrimoniales	5 054,05	467 417,50	1 352 016,88	170 000,00	-
<b>Total</b>		<b>14 738 224,16</b>	<b>27 165 756,59</b>	<b>13 836 352,12</b>	<b>13 975 317,56</b>	<b>9 586 164,04</b>

Au vu de la santé financière de Saint-Louis Agglomération en 2022, les dépenses d'investissement ont été réduites sur l'exercice 2023, elles s'élèvent à 9 586 k€ pour un budget voté à 13 975 k€.

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT EN FONCTION

Un tableau des dépenses d'investissement par fonction dont :

- 1 033 k€ de versement de subventions d'équipements
- 750 k€ d'investissement pour le service déchets
- 568 k€ d'études
- 405 k€ de piste cyclable
- 323 k€ de voirie pour ZAI Liesbach (2023 : rue de Saverne + divers)
- 127 k€ de travaux à la ZAI Haselaecker à Blotzheim (2023 : tapis final de chaussée)

Dépenses d'investissement		CA 2020	CA 2021	CA 2022	Budget 2023	CA 2023
01.	Opérations non ventilables	5 913 217,13	16 976 524,87	6 497 168,90	3 956 978,05	3 755 323,82
020.	Administration générale de la collectivité	1 422 593,35	2 244 778,20	1 201 462,74	1 440 167,04	935 828,72
025.	Aides aux associations (non classées ailleurs)	47 000,00	75 874,00	45 000,00	45 000,00	45 000,00
048.	Coopération transfrontalière	16 640,62	48 123,17	18 756,00	27 360,00	23 709,29
111.	Gendarmerie HB	3 546,00	35 016,20	11 066,20	51 433,80	51 036,61
22.	Enseignement du deuxième degré		6 954,00		144 517,60	128 095,97
252.	Transports scolaires	39 672,00				
321.	Bibliothèques et médiathèques	34 547,23	47 073,70	12 939,23	22 612,00	15 542,70
33.	Action culturelle	399,60	238,80			
40.	Services communs	14 728,78	34 001,83	13 411,92	21 480,26	17 478,65
411.	Salles de sport, gymnases	30 324,28	67 704,02	157 113,82	312 385,83	208 360,86
413.	Piscines	245 386,32	648 709,74	152 017,52	323 281,09	134 829,50
422.	Autres activités pour les jeunes				13 400,00	9 425,16
51.	Santé		2 409,91		7 702,00	7 422,00
511.	Maison de santé	44 293,15	11 723,75	4 821,68		
60.	Services communs famille	277 586,74	1 346,40	3 269,40	2 500,00	2 161,20
61.	Services en faveur des personnes âgées	75 419,90	15 504,79	106 541,41	120 690,85	59 952,85
64.	Crèches et garderies	339 864,70	239 331,61	76 403,03	113 735,86	104 376,47
70.	Services communs		379 461,45	187 105,60	502 700,26	302 843,96
71.	Parc privé de la ville			6 681,61	30 000,00	29 553,79
810.	Services communs	96 153,69	73 967,53	188 809,66	212 813,49	144 917,26
812.	Collecte et traitement des ordures ménagères	505 038,92	945 553,21	649 964,85	2 065 220,02	883 056,80
815.	Transports urbains	1 310 775,93	708 879,64	923 376,55	579 369,63	107 586,26
820.	Services communs	426 411,58	245 035,16	1 096 915,90	1 340 503,75	812 239,32
822.	Voirie communale et routes	714 368,09	2 139 349,55	955 264,31	427 700,28	266 361,70
824.	Autres opérations d'aménagement urbain	1 748 200,08	1 763 914,18	190 597,53	20 926,00	10 969,20
830.	Services communs	125 525,76	94 734,61	90 759,38	321 353,76	123 808,42
90.	Interventions économiques	236 246,70	143 136,82	269 573,16	1 094 955,60	844 195,17
95.	Aides au tourisme	1 070 283,61	216 409,45	977 331,72	776 530,39	559 983,56
9526.	Piste cyclable Saint-Louis / Stetten					2 104,80
<b>TOTAL</b>		<b>14 738 224,16</b>	<b>27 165 756,59</b>	<b>13 836 352,12</b>	<b>13 975 317,56</b>	<b>9 586 164,04</b>



## RECETTES D'INVESTISSEMENT EN CHAPITRE

Recettes d'investissement		CA 2020	CA 2021	CA 2022	Budget 2023	CA 2023
001.	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	-	-	35 159,74	-	-
021.	Virement de la section d'exploitation (recettes)	-	-		5 480 259,54	-
024.	Produits des cessions d'immobilisations (recettes)	-	-		583 660,00	-
10.	Dotations, fonds divers et réserves	3 172 557,41	3 450 860,47	497 601,61	2 298 158,41	2 102 435,10
	<i>Affectation du résultat n-1</i>		2 479 693,88	-	1 461 258,41	1 461 258,41
	<i>FCTVA</i>		971 166,59	4 797 601,61	836 900,00	641 176,69
13.	Subventions d'investissement	6 025 276,08	1 447 452,31	412 074,47	2 067 099,61	188 352,49
16.	Emprunts et dettes assimilées	1 583,20	17 001 220,00	8 006 360,00	3 500,00	660,00
20.	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	-	-	12 315,00	-	-
21.	Immobilisations corporelles	-	-	-	-	-
23.	Immobilisations en cours	20 401,80	-	-	8 900,00	8 975,48
27.	Autres immobilisations financières			24 029,65	-	-
45.	Opérations pour compte de tiers	27 378,00	7 242,00	-	-	-
040.	Opérations d'ordre de transfert entre section	2 826 075,45	2 454 064,05	3 222 666,72	3 363 740,00	3 202 781,72
041.	Opérations patrimoniales	5 054,05	467 417,50	1 352 016,88	170 000,00	-
<b>Total</b>		<b>12 078 325,99</b>	<b>24 828 256,33</b>	<b>13 562 224,07</b>	<b>13 975 317,56</b>	<b>5 503 204,79</b>

Saint-Louis Agglomération a fait le choix de recouvrir à l'emprunt sur ces dernières années pour financer les investissements, 17 001 k€ en 2021 et 8 006 k€ en 2022, soit 25 000 k€ d'emprunts en deux années.

Saint-Louis Agglomération ne peut plus recourir, pour le moment, à l'emprunt et doit autofinancer les investissements avec son résultat de fonctionnement, mais également mettre en place une stratégie de recherche de subventions.

## RESULTAT D'INVESTISSEMENT

		CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Investissement	Dépenses	14 738 224,16	27 165 756,59	13 836 352,12	9 586 164,04
	Recettes	12 078 325,99	24 828 256,33	13 562 224,07	5 503 204,79
<b>Résultat d'investissement de l'exercice :</b>		<b>- 2 659 898,17</b>	<b>- 2 337 500,26</b>	<b>- 274 128,05</b>	<b>- 4 082 959,25</b>
<b>Intégration des RAR de dépenses :</b>		<b>7 519 939,18</b>	<b>2 854 897,06</b>	<b>2 753 519,97</b>	<b>1 901 043,77</b>
<b>Intégration des RAR de recettes :</b>		<b>7 700 143,47</b>	<b>5 903 695,08</b>	<b>1 566 389,61</b>	<b>1 540 997,45</b>
<b>Résultat d'investissement corrigé des RAR :</b>		<b>- 2 479 693,88</b>	<b>711 297,76</b>	<b>- 1 461 258,41</b>	<b>- 4 443 005,57</b>

Les recettes d'investissement s'élèvent à 5 503 k€ pour 9 586 k€ en dépenses, le virement de la section de fonctionnement n'ayant pas été déclenché, le résultat d'investissement avec report s'élève à - 4 443 K€.

## RESULTAT D'INVESTISSEMENT

		CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Fonctionnement	Dépenses	63 998 562,09	64 817 498,65	71 757 257,10	71 139 337,63
	Recettes	69 164 097,50	67 216 543,33	73 451 698,35	81 832 658,11
<b>Résultat de fonctionnement :</b>		<b>5 165 535,41</b>	<b>2 399 044,68</b>	<b>1 694 441,25</b>	<b>10 693 320,48</b>
Investissement	Dépenses	14 738 224,16	27 165 756,59	13 836 352,12	9 586 164,04
	Recettes	12 078 325,99	24 828 256,33	13 562 224,07	5 503 204,79
<b>Résultat d'investissement de l'exercice :</b>		<b>- 2 659 898,17</b>	<b>- 2 337 500,26</b>	<b>- 274 128,05</b>	<b>- 4 082 959,25</b>
<b>Intégration des RAR de dépenses :</b>		<b>7 519 939,18</b>	<b>2 854 897,06</b>	<b>2 753 519,97</b>	<b>1 901 043,77</b>
<b>Intégration des RAR de recettes :</b>		<b>7 700 143,47</b>	<b>5 903 695,08</b>	<b>1 566 389,61</b>	<b>1 540 997,45</b>
<b>Résultat d'investissement corrigé des RAR :</b>		<b>- 2 479 693,88</b>	<b>711 297,76</b>	<b>- 1 461 258,41</b>	<b>- 4 443 005,57</b>
<b>Résultat de clôture</b>		<b>2 685 841,53</b>	<b>3 110 342,44</b>	<b>233 182,84</b>	<b>6 250 314,91</b>

L'année 2023 a été une année de maîtrise budgétaire pour Saint-Louis Agglomération avec un résultat de fonctionnement de + 10 693 k€ qui couvre entièrement le déficit d'investissement d'un montant de 4 082 k€. Le résultat de clôture s'élève à 6 250 k€.

Il faut tout de même rester prudent sur l'exercice 2024 pour ne pas détériorer ce résultat qui permettra de financer les investissements futurs.



# Compte Financier Unique 2024

Compte financier unique  
 2024

**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Dépenses de fonctionnement		CA 2022	CA 2023	Budget 2024 avec DM	CA 2024
011	Charges à caractère générales	16 462 965,08	16 522 094,70	19 354 478,39	16 574 902,59
012	Charges de personnel	12 918 178,11	13 546 906,23	14 868 000,00	14 235 026,24
014	Atténuations de produits	25 835 741,64	26 445 182,80	26 786 440,00	26 669 770,04
65	Autres charges de gestion courante	11 063 933,83	10 681 956,13	12 268 425,32	11 413 526,98
66	Charges financières	566 729,27	591 365,38	606 000,00	556 360,79
67	Charges exceptionnelles	1 660 248,17	138 352,38	231 000,00	9 348,02
68	Dotations aux amortissement et provisions	26 794,28	10 698,29	45 000,00	22 960,67
023	Virement à la section d'investissement	-	-	10 341 718,26	-
042	Opération d'ordre de transfert entre sections	3 222 666,72	3 202 781,72	3 628 500,00	3 575 268,74
<b>Total</b>		<b>71 757 257,10</b>	<b>71 139 337,63</b>	<b>88 129 561,97</b>	<b>73 057 164,07</b>
<b>TOTAL</b>					

L'exercice 2024 est clôturé, avec des dépenses de fonctionnement qui **s'élèvent à 73 057 164,07 €**, contre 71 139 337,63 € en 2023 et 71 757 257,10 € en 2022.

Cela représente une augmentation de 1 917 826 €, dont 731 000 € sont liés aux charges de gestion courante et 688 000 € aux charges de personnel.

**Compte financier unique  
2024**
**RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

Recettes de fonctionnement		CA 2022	CA 2023	Budget 2024 avec DM	CA 2024
70	Produits des services et des ventes	3 779 153,03	3 468 502,17	3 582 200,00	3 579 364,55
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>44 959 380,40</b>	<b>53 548 839,07</b>	<b>54 545 187,06</b>	<b>56 669 327,73</b>
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>19 122 790,21</b>	<b>23 110 390,68</b>	<b>22 518 640,00</b>	<b>22 798 285,75</b>
75	Autres produits de gestion courante	884 306,16	740 405,03	1 032 220,00	1 181 669,48
77	Produits exceptionnels	584 383,54	240 310,12	5 000,00	110,41
78	Reprises sur provisions	-	26 794,28	11 000,00	10 698,29
042	Opération d'ordre de transfert entre sections	970 164,10	101 927,48	135 000,00	124 726,77
002	Résultat reporté	3 069 144,71	233 182,84	6 250 314,91	6 250 314,91
013	Atténuation de charges	82 376,15	362 306,44	50 000,00	246 595,55
<b>Total</b>		<b>73 451 698,30</b>	<b>81 832 658,11</b>	<b>88 129 561,97</b>	<b>90 861 093,44</b>

Concernant les recettes, elles s'élèvent à 90 861 093 € pour l'exercice 2024, contre 81 832 658 € en 2023 et 73 451 698 € en 2022.

Cela représente une augmentation de 9 028 435 €, dont 6 017 132 € de résultat reporté, 3 120 488 € de fiscalité (versement de mobilité en augmentation, dynamique des bases, et TEOM),

**Compte financier unique  
2024**
**RESULTAT DE FONCTIONNEMENT**

Dépenses de fonctionnement	CA 2022	CA 2023	Budget 2024 avec DM	CA 2024
<b>Total</b>	<b>71 757 257,10</b>	<b>71 139 337,63</b>	<b>88 129 561,97</b>	<b>73 057 164,07</b>
Recettes de fonctionnement	CA 2022	CA 2023	Budget 2024 avec DM	CA 2024
<b>Total</b>	<b>73 451 698,30</b>	<b>81 832 658,11</b>	<b>88 129 561,97</b>	<b>90 861 093,44</b>
<b>Résultat de fonctionnement</b>	<b>1 694 441,20</b>	<b>10 693 320,48</b>		<b>17 803 929,37</b>

Le résultat de fonctionnement de l'exercice 2024 **s'élève à 17 803 929,37 €**, incluant un résultat reporté de 6 250 314,91 €.

La section de fonctionnement de 2024 a donc généré un résultat net, hors report, de 11 553 614,46 €.

Compte financier unique  
 2024

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT EN CHAPITRE**

Dépenses d'investissement		CA 2022	CA 2023	Budget 2024 avec DM	CA 2024 02/01/2025
001.	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	2 171 324,03	274 128,05	4 082 959,25	4 082 959,25
020.	Dépenses imprévues	-	-	-	-
10.	Immobilisations corporelles	-	-	-	-
16.	Emprunts et dettes assimilées	3 300 788,48	3 379 268,29	3 285 750,00	3 264 658,64
20.	Immobilisations incorporelles	610 792,90	719 684,56	1 013 379,66	321 007,70
204.	Subventions d'équipement versées	1 489 842,27	1 113 321,21	637 930,00	402 107,95
	<b>IC</b>			<b>6 350 416,51</b>	<b>3 729 919,14</b>
	<b>PPI</b>			<b>9 332 215,86</b>	<b>5 448 878,27</b>
040.	Opérations d'ordre de transfert entre section	970 164,10	101 927,48	135 000,00	124 726,77
041.	Opérations patrimoniales	1 352 016,88	-	318 000,00	241 487,88
	<b>Total</b>	<b>13 836 352,12</b>	<b>9 586 164,04</b>	<b>25 155 651,28</b>	<b>17 615 745,60</b>

Concernant les dépenses d'investissement, **l'exercice a généré 17 615 745 € de dépenses :**

- 4 082 959 € de solde de la section d'investissement reporté,
- 3 264 658 € de remboursement de dettes,
- 3 729 919 € d'investissement courant (détails slide suivante),
- 5 559 989 € d'investissement en lien avec le PPI et les opérations en AP/CP (détails slide suivante).



# DEPENSES D'INVESTISSEMENT PPI

Compte financier unique  
2024

	Cout projet initial	Réalisé	2024 Montant PPI	2024 Réalisé
<b>5A3F</b>	10 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €
<b>Déchetterie Ouest</b>	4 616 165 €	2 251 536 €	3 116 165 €	2 251 536 €
<b>Equipement déchetterie Ouest</b>	622 500 €	- €	- €	- €
<b>Accessibilité et mise aux normes des déchetteries</b>	1 110 000 €	- €	415 405 €	- €
<b>Pôle Hagenthal Le Bas</b>	4 900 000 €	72 347 €	693 363 €	72 347 €
<b>Schéma directeur 2020-2030 des pistes cyclables</b>	8 652 500 €	290 233 €	749 608 €	290 233 €
<b>Fonds de concours</b>	5 180 121 €	698 259 €	700 000 €	698 259 €
Panneaux Photovoltaïques Projet Village Neuf	1 008 000 €	9 216 €	95 960 €	9 216 €
Panneaux Photovoltaïques Projet Maison de santé	15 000 €	- €	- €	- €
Réhabilitation Centre nautique	2 679 000 €	- €	24 000 €	- €
CINE-Petite Camargue	3 537 000 €	46 346 €	182 000 €	46 346 €
Tourisme - Parc des carrières	300 000 €	- €	- €	- €
Bâtiment crèche Landser	2 655 000 €	- €	- €	- €
Etudes ZAC Quartier du Lys	1 020 670 €	592 806 €	757 973 €	592 806 €
ZA existantes refection de chantier	500 000 €	- €	- €	- €
ZAI Hégenheim - rue des Landes	1 000 000 €	22 585 €	1 000 000 €	22 585 €
Aire GDV (selon schéma départemental)	9 000 000 €	- €	- €	- €
TRAM 3	3 597 742 €	465 550 €	597 742 €	465 550 €
<b>Piscine durable</b>	<b>979 080 €</b>			
<b>TOTAL PPI</b>	<b>59 393 698</b>	<b>5 448 878</b>	<b>9 332 216</b>	<b>5 448 878</b>

Le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) regroupe les grands projets du budget 2024, incluant certaines opérations en AP/CP ainsi que des dépenses d'investissement récurrentes pour l'agglomération.

Également, certains projets, ne sont pour le moment non inscrits, comme le projet piscine durable 816 k€ HT, la ZAI GRUEN, la ZAC du Technoport, la réhabilitation des zones d'activité existantes, la ZAC du quartier du LYS et le décret tertiaire.

## Compte financier unique 2024

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT (SERVICES)

	BUDGET 2024	Réalisé 2024
SPORT	1 058 670,69	402 926,43
DECHETS MENAGERS	1 801 494,06	1 329 240,50
ACQUISITIONS FONCIERES	84 000,00	75 041,90
TRANSPORTS - MOBILITE	707 158,97	482 269,81
VOIRIE	747 225,39	524 739,89
TOURISME	281 853,54	220 747,53
PATRIMOINE	611 907,49	265 461,76
SERVICE DU PATRIMOINE	62 632,27	46 652,23
SERVICE URBANISME	0,00	0,00
SYSTÈME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE (SIG)	9 192,00	6 642,00
SERVICE AMENAGEMENT	8 250,00	3 205,39
SERVICE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2 000,00	0,00
ENVIRONNEMENT - CLIMAT AIR - ENERGIE	0,00	0,00
SERVICE HABITAT, POLITIQUE DE LA VILLE	12 649,27	0,00
MEDIATHEQUE	28 900,00	9 994,40
SANTE	1 200,00	709,20
ADMINISTRATION GENERALE	676 666,23	194 451,56
PROMOTION LANGUE REGIONALE	0,00	0,00
RELAIS ASSISTANTES MATERNELLES	3 900,00	3 033,75
MULTI-ACCUEILS	252 216,60	164 358,79
CENTRES DE LOISIRS	500,00	444,00
<b>TOTAL</b>	<b>6 350 416,51</b>	<b>3 729 919,14</b>

Les enveloppes d'investissement pour les services s'élèvent à 3 729 919,14 € en 2024.

**Compte financier unique  
2024**
**RECETTES D'INVESTISSEMENT EN CHAPITRES**

Recettes d'investissement		CA 2022	CA 2023	Budget 2024 avec DM	CA 2024 02/01/2025
001.	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	35 159,74	-	-	
021.	Virement de la section d'exploitation (recettes)		-	10 341 718,26	-
024.	Produits des cessions d'immobilisations (recettes)		-	600 000,00	-
10.	Dotations, fonds divers et réserves	497 601,61	2 102 435,10	6 110 555,57	5 563 480,08
13.	Subventions d'investissement	412 074,47	188 352,49	4 153 377,45	1 408 500,10
16.	Emprunts et dettes assimilées	8 006 360,00	660,00	3 500,00	1 137,40
20.	Immobilisations incorporelles(sauf le 204)	12 315,00	-		
21.	Immobilisations corporelles	-	-		
23.	Immobilisations en cours	-	8 975,48		
26.	Participations et créances rattachées à des participations	-	-		
27.	Autres immobilisations financières	24 029,65	-		
45.	Opérations pour compte de tiers	-	-		
040.	<i>Opérations d'ordre de transfert entre section</i>	3 222 666,72	3 202 781,72	3 628 500,00	3 575 268,74
041.	<i>Opérations patrimoniales</i>	1 352 016,88	-	318 000,00	241 487,88
<b>Total</b>		<b>13 562 224,07</b>	<b>5 503 204,79</b>	<b>25 155 651,28</b>	<b>10 789 874,20</b>

Les recettes d'investissement pour l'exercice 2024 s'élèvent à 10 789 874 €.

**Compte financier unique  
2024**
**RESULTAT D'INVESTISSEMENT**

Dépenses d'investissement	CA 2022	CA 2023	Budget 2024 avec DM	CA 2024 02/01/2025
<b>Total</b>	<b>13 836 352,12</b>	<b>9 586 164,04</b>	<b>25 155 651,28</b>	<b>17 615 745,60</b>
Recettes d'investissement	CA 2022	CA 2023	Budget 2024 avec DM	CA 2024 02/01/2025
<b>Total</b>	<b>13 562 224,07</b>	<b>5 503 204,79</b>	<b>25 155 651,28</b>	<b>10 789 874,20</b>
RAR Recettes	1 566 389,61	1 540 997,45		2 503 838,50
RAR Dépenses	2 753 519,97	1 901 043,77		5 514 556,60
<b>Résultat d'Investissement</b>	<b>- 1 461 258,41</b>	<b>- 4 443 005,57</b>	<b>- 0,00</b>	<b>- 9 836 589,50</b>

Le résultat d'investissement pour l'exercice 2024 est de - 9 836 589 €, après correction des RAR en recettes et en dépenses.

Compte financier unique  
 2024

**RESULTAT DE CLOTURE**

		CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
Fonctionnement	Dépenses	64 817 498,65	71 757 257,10	71 139 337,63	73 057 164,07
	Recettes	67 216 543,33	73 451 698,30	81 832 658,11	90 861 093,44
<b>Résultat de fonctionnement :</b>		<b>2 399 044,68</b>	<b>1 694 441,20</b>	<b>10 693 320,48</b>	<b>17 803 929,37</b>
Investissement	Dépenses	27 165 756,59	13 836 352,12	9 586 164,04	17 615 745,60
	Recettes	24 828 256,33	13 562 224,07	5 503 204,79	10 789 874,20
<b>Résultat d'investissement de l'exercice :</b>		<b>- 2 337 500,26</b>	<b>- 274 128,05</b>	<b>- 4 082 959,25</b>	<b>- 6 825 871,40</b>
<b>Intégration des RAR de dépenses :</b>		<b>2 854 897,06</b>	<b>2 753 519,97</b>	<b>1 901 043,77</b>	<b>5 514 556,60</b>
<b>Intégration des RAR de recettes :</b>		<b>5 903 695,08</b>	<b>1 566 389,61</b>	<b>1 540 997,45</b>	<b>2 503 838,50</b>
<b>Résultat d'investissement corrigé des RAR :</b>		<b>711 297,76</b>	<b>- 1 461 258,41</b>	<b>- 4 443 005,57</b>	<b>- 9 836 589,50</b>
<b>Résultat de clôture</b>		<b>3 110 342,44</b>	<b>233 182,79</b>	<b>6 250 314,91</b>	<b>7 967 339,87</b>
<b><i>Dissolution budget ZA Attenschwiller</i></b>					<b>335 298,26</b>
<b>Résultat 2024</b>					<b>8 302 638,13</b>

Le résultat de clôture de l'exercice 2024 s'élève à 7 967 339,87 €. Il convient d'ajouter le résultat du budget de la ZA Attenschwiller, lié à sa dissolution, soit 335 298,26 €.

Ainsi, le résultat à affecter au **budget 2025 est de 8 302 638,13 €.**



# Les orientations budgétaires dans le cadre de la construction budgétaire 2025



# Le budget principal

## Budget principal

La préparation du budget 2025, en lien avec la note de cadrage, a commencé en fin d'année 2024. L'objectif principal est de réduire de 6 %, soit de 1 500 000 €, la section de fonctionnement, conformément à la demande des élus à la suite du Groupe de travail finances.

Concernant les investissements, l'objectif est de respecter le PPI, sans inscription de nouveaux projets, tout en réduisant l'enveloppe d'investissement courant de 1 500 000 €.

Les données présentées dans ce document sont le fruit des réunions d'arbitrage qui se sont tenues au cours des deux dernières semaines. À savoir que de nouvelles réunions auront lieu pour certains services.

Concernant la loi de finances 2025, les informations disponibles sont encore limitées. Nous savons que les bases seront revalorisées à hauteur de 1,7 %, qu'il n'y aura pas d'augmentation des fractions de TVA, et que la CNRACL augmentera.

La diminution du taux de FCTVA a, semble-t-il, été neutralisée. Toutefois, la ponction auprès des collectivités a été revue, mais elle n'a pas été totalement neutralisée. Aucune information précise n'a encore été donnée à ce sujet, mais il est probable que les collectivités devront contribuer entre 500 000 € et 1 000 000 €.



## Tableau de synthèse des services

	INVESTISSEMENT			FONCTIONNEMENT		
	BP 2024	BP 2025	Après arbitrage	BP 2024	BP 2025	Après arbitrage
Direction de la communication	4 000,00	6 000,00	10 000,00	154 800,00	147 700,00	167 050,00
Direction Climat Energie	66 655,62	33 650,00	33 650,00	309 050,00	285 089,32	271 060,00
Direction du numérique et informatique	625 216,47	1 040 250,00	723 400,00	834 830,00	780 300,00	734 650,00
Direction de la culture						
<i>Langue Régionale</i>	-	-	-	9 250,00	8 500,00	7 650,00
<i>Médiathèque</i>	28 900,00	83 422,93	78 200,00	122 200,00	108 800,00	104 750,00
<i>Direction RH - Formation</i>	-	-	-	163 600,00	140 290,00	120 700,00
Direction des sports	1 228 630,69	1 675 240,00	656 461,00	2 212 350,00	2 116 950,00	1 987 512,39
Direction services à la population						
<i>Jeunesse</i>	500,00	400,00	-	256 400,00	264 350,00	264 750,00
<i>Petite enfance</i>	291 116,60	84 460,00	88 190,00	626 270,00	530 623,58	566 110,00
<i>Pôles</i>	712 563,24	1 675 129,00	1 675 130,00	105 050,00	113 900,00	113 226,00
<i>Santé</i>	1 200,00	20 000,00	-	14 950,00	46 150,00	16 710,00
Direction des déchets						
<i>OM</i>	4 343 126,41	2 589 000,00	2 661 000,00	9 232 800,00	9 673 650,00	9 852 300,00
<i>Flotte</i>	998 937,18	608 046,64	499 892,14	807 400,00	781 600,00	781 600,00
Direction du Patrimoine	4 043 321,24	2 416 200,00	2 306 300,00	1 477 005,60	1 384 200,00	1 422 800,00
Direction des affaires transfrontalières	21 780,00	18 756,00	18 800,00	87 150,00	89 550,00	89 550,00
Direction de l'aménagement, ville et GDV	1 616 708,22	729 350,00	2 346 300,00	637 980,00	534 650,00	524 150,00
Direction du développement économique et tourisme	97 500,00	208 050,00	221 550,00	805 776,40	971 131,00	802 250,00
Direction des transports et Mobilité	1 410 654,36	481 750,00	640 250,00	1 428 850,00	1 436 070,00	1 330 000,00
Direction de Urbanisme - SIG						
<i>SIG</i>	9 192,00	27 192,00	27 200,00	8 100,00	7 400,00	5 700,00
<i>Urbanismes</i>	-	9 613,50	9 600,00	30 780,00	13 500,00	13 300,00
<b>TOTAL</b>	<b>15 500 002,03</b>	<b>11 706 510,07</b>	<b>11 995 923,14</b>	<b>19 324 592,00</b>	<b>19 434 403,90</b>	<b>19 175 818,39</b>

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Dépenses de fonctionnement		Budget 2024 avec DM	CA 2024	Inscription 2025
011	Charges à caractère général	19 354 478,39	16 574 902,59	19 106 778,39
012	Charges de personnel	14 868 000,00	14 235 026,24	15 091 000,00
014	Atténuations de produits	26 786 440,00	26 669 770,04	26 757 700,00
65	Autres charges de gestion courante	12 268 425,32	11 413 526,98	13 535 801,20
66	Charges financières	606 000,00	556 360,79	518 000,00
67	Charges exceptionnelles	231 000,00	9 348,02	16 500,00
68	Dotations aux amortissements et provisions	45 000,00	22 960,67	25 000,00
023	Virement à la section d'investissement	10 341 718,26	-	11 249 154,14
042	Opération d'ordre de transfert entre sections	3 628 500,00	3 575 268,74	4 143 000,00
<b>Total</b>		<b>88 129 561,97</b>	<b>73 057 164,07</b>	<b>90 442 933,73</b>

Les prévisions de dépenses de fonctionnement s'élèvent à 90 442 933,73 €.

Parmi ces montants, 15 091 000 € sont alloués aux charges de personnel, 19 106 788,39 € aux charges à caractère général et 13 535 781,20 € aux autres charges de gestion courante

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Recettes de fonctionnement		CA 2023	Budget 2024 avec DM	CA 2024	Inscription 2025
70	Produits des services et des ventes	3 468 502,17	3 582 200,00	3 579 364,55	3 659 400,00
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>53 548 839,07</b>	<b>54 545 187,06</b>	<b>56 669 327,73</b>	<b>48 020 641,00</b>
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>23 110 390,68</b>	<b>22 518 640,00</b>	<b>22 798 285,75</b>	<b>29 530 815,00</b>
75	Autres produits de gestion courante	740 405,03	1 032 220,00	1 181 669,48	699 850,00
77	Produits exceptionnels	240 310,12	5 000,00	110,41	
78	Reprises sur provisions	26 794,28	11 000,00	10 698,29	23 000,00
042	Opération d'ordre de transfert entre sections	101 927,48	135 000,00	124 726,77	136 590,00
002	Résultat reporté	233 182,84	6 250 314,91	6 250 314,91	8 302 637,73
013	Atténuation de charges	362 306,44	50 000,00	246 595,55	70 000,00
<b>Total</b>		<b>81 832 658,11</b>	<b>88 129 561,97</b>	<b>90 861 093,44</b>	<b>90 442 933,73</b>

Les prévisions de recettes de fonctionnement s'élèvent à 82 140 296 €, hors résultat reporté de 2024, et à 90 442 933,73 € en incluant ce résultat reporté.

Aucune augmentation de la fiscalité n'est prévue, mais les bases de la CFE, THRS, TF et TFNB ont été révisées à la hausse, avec une revalorisation de 1,7 %.

Les recettes sont toujours établies avec une marge de prudence

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT EN CHAPITRE

Dépenses d'investissement		Budget 2024 avec DM	CA 2024 02/01/2025	Inscription 2025
001.	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	4 082 959,25	4 082 959,25	6 825 871,40
020.	Dépenses imprévues	-	-	-
10.	Immobilisations corporelles			
16.	Emprunts et dettes assimilées	3 285 750,00	3 264 658,64	2 814 150,00
20.	Immobilisations incorporelles	1 013 379,66	321 007,70	698 400,00
204.	Subventions d'équipement versées	637 930,00	402 107,95	538 250,00
	<b>IC</b>	<b>6 350 416,51</b>	<b>3 729 919,14</b>	<b>4 346 112,14</b>
	<b>PPI</b>	<b>9 332 215,86</b>	<b>5 448 878,27</b>	<b>10 585 336,00</b>
040.	Opérations d'ordre de transfert entre section	135 000,00	124 726,77	136 590,00
041.	Opérations patrimoniales	318 000,00	241 487,88	500 000,00
	<b>Total</b>	<b>25 155 651,28</b>	<b>17 615 745,60</b>	<b>26 444 709,54</b>
	<b>RAR Dépenses</b>			<b>5 514 556,60</b>
	<b>TOTAL</b>			<b>31 959 266,14</b>

Les prévisions d'inscriptions en dépenses d'investissement s'élèvent à 31 959 266,14 €, dont 6 825 871,40 € représentent le solde négatif du résultat d'investissement pour 2024, et 5 514 556,60 € correspondent aux RAR.

Le remboursement de la dette est estimé à 2 814 150 €, tandis que les enveloppes d'investissement courant s'élèvent à 4 343 112,14 €, et le PPI atteint 10 585 336 € (détails fournis dans les diapositives suivantes)

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT PPI

	Cout projet initial	Réalisé	2024	2024	RAR 2024	Inscription 2025	Montant total 2025
			Montant PPI	Réalisé			
<b>5A3F</b>	15 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €		1 000 000 €	1 000 000 €
<b>Déchetterie Ouest</b>	4 616 165 €	2 251 536 €	3 116 165 €	2 251 536 €	864 629 €	1 500 000 €	2 364 629 €
<b>Equipement déchetterie Ouest</b>	622 500 €	- €	- €	- €			- €
<b>Accessibilité et mise aux normes des déchetteries</b>	1 110 000 €	- €	415 405 €	- €			- €
<b>Pôle Hagenthal Le Bas</b>	4 900 000 €	72 347 €	693 363 €	72 347 €	621 016 €	4 050 000 €	4 671 016 €
<b>Schéma directeur 2020-2030 des pistes cyclables</b>	8 652 500 €	290 233 €	749 608 €	290 233 €	459 376 €	1 580 000 €	2 039 376 €
<b>Fonds de concours</b>	5 180 121 €	698 259 €	700 000 €	698 259 €		975 025 €	975 025 €
Panneaux Photovoltaïques Projet Village Neuf	1 008 000 €	9 216 €	95 960 €	9 216 €	86 744 €	100 000 €	186 744 €
Panneaux Photovoltaïques Projet Maison de santé	15 000 €	- €	- €	- €		15 000 €	15 000 €
Réhabilitation Centre nautique	2 679 000 €	- €	24 000 €	- €	24 000 €	20 661 €	44 661 €
CINE-Petite Camargue	3 537 000 €	46 346 €	182 000 €	46 346 €	105 598 €	200 000 €	305 598 €
Tourisme - Parc des carrières	300 000 €	- €	- €	- €	36 656 €	28 650 €	65 306 €
Bâtiment crèche Landser	2 655 000 €	- €	- €	- €		155 000 €	155 000 €
Etudes ZAC Quartier du Lys	1 020 670 €	592 806 €	757 973 €	592 806 €	174 161 €	411 000 €	585 161 €
ZA existantes refection de chantier	500 000 €	- €	- €	- €			- €
ZAI Hégenheim - rue des Landes	1 000 000 €	22 585 €	1 000 000 €	22 585 €	930 425 €	50 000 €	980 425 €
Aire GDV (selon schéma départemental)	9 000 000 €	- €	- €	- €		500 000 €	500 000 €
TRAM 3	3 597 742 €	465 550 €	597 742 €	465 550 €		- €	- €
<b>Piscine durable</b>	<b>979 080 €</b>					100 000 €	100 000 €
<b>TOTAL PPI</b>	<b>64 393 698</b>	<b>5 448 878</b>	<b>9 332 216</b>	<b>5 448 878</b>	<b>2 372 178</b>	<b>10 585 336</b>	<b>12 907 514</b>

Le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) a été révisé lors de la préparation budgétaire. Il inclut le montant budgétaire, les réalisations et les RAR 2024, ainsi que les nouvelles inscriptions.

Le montant total, avec les RAR 2024, est également présenté, ainsi que la dernière version du PPI issue du dernier Groupe de travail Finances.

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT (SERVICES)

	BUDGET 2024	Réalisé 2024	BUDGET 2025	RAR	Inscription 25	Budget 2025
SPORT	1 058 670,69	402 926,43	803 670,69	157 678,22	535 800,00	693 478,22
DECHETS MENAGERS	1 801 494,06	1 329 240,50	933 994,06	871 499,05	1 660 892,14	2 532 391,19
ACQUISITIONS FONCIERES	84 000,00	75 041,90	84 000,00	0,00	359 000,00	359 000,00
TRANSPORTS - MOBILITE	707 158,97	482 269,81	504 758,97	125 097,55	342 500,00	467 597,55
VOIRIE	747 225,39	524 739,89	497 225,39	12 919,08	177 000,00	161 269,08
TOURISME	281 853,54	220 747,53	221 853,54	41 099,44	33 400,00	74 499,44
PATRIMOINE	611 907,49	265 461,76	494 517,49	255 551,27	182 300,00	437 851,27
SERVICE DU PATRIMOINE	62 632,27	46 652,23	46 632,27	2 709,18	20 000,00	22 709,18
SERVICE URBANISME	0,00	0,00	0,00	0,00	9 600,00	9 600,00
SYSTÈME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE (SIG)	9 192,00	6 642,00	9 192,00	0,00	9 200,00	9 200,00
SERVICE AMENAGEMENT	8 250,00	3 205,39	69 194,40	0,00	4 500,00	4 500,00
SERVICE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	28 100,00	28 100,00
ENVIRONNEMENT - CLIMAT AIR - ENERGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SERVICE HABITAT, POLITIQUE DE LA VILLE	12 649,27	0,00	12 649,27	0,00	3 000,00	3 000,00
MEDIATHEQUE	28 900,00	9 994,40	27 900,00	5 162,93	78 200,00	83 362,93
SANTE	1 200,00	709,20	1 200,00	484,80	0,00	484,80
ADMINISTRATION GENERALE	676 666,23	194 451,56	514 346,23	81 780,32	826 430,00	908 210,32
PROMOTION LANGUE REGIONALE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RELAIS ASSISTANTES MATERNELLES	3 900,00	3 033,75	3 400,00		5 000,00	5 000,00
MULTI-ACCUEILS	252 216,60	164 358,79	242 216,60		71 190,00	71 190,00
CENTRES DE LOISIRS	500,00	444,00	500,00		0,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>6 350 416,51</b>	<b>3 729 919,14</b>	<b>4 469 250,91</b>	<b>1 553 981,84</b>	<b>4 346 112,14</b>	<b>5 861 843,98</b>

## RECETTES D'INVESTISSEMENT EN CHAPITRE

Recettes d'investissement		Budget 2024 avec DM	CA 2024 02/01/2025	Inscription 2025
001.	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	-		-
021.	Virement de la section d'exploitation (recettes)	10 341 718,26	-	11 249 154,14
024.	Produits des cessions d'immobilisations (recettes)	600 000,00	-	500 000,00
10.	Dotations, fonds divers et réserves	6 110 555,57	5 563 480,08	10 856 589,50
	<i>Affectation du résultat n-1</i>	4 443 005,57	4 443 005,57	
	<i>FCTVA IC</i>	1 557 000,00	600 000,00	
	<i>FCTVA PPI</i>			1 000 000,00
	<i>TA</i>	20 000,00		20 000,00
	<i>Dons leg</i>	87 000,00		
13.	Subventions d'investissement	4 153 377,45	1 408 500,10	2 203 184,00
16.	Emprunts et dettes assimilées	3 500,00	1 137,40	3 500,00
20.	Immobilisations incorporelles(sauf le 204)			
21.	Immobilisations corporelles			
23.	Immobilisations en cours			
26.	Participations et créances rattachées à des participations			
27.	Autres immobilisations financières			
45.	Opérations pour compte de tiers			
040.	<i>Opérations d'ordre de transfert entre section</i>	3 628 500,00	3 575 268,74	4 143 000,00
041.	<i>Opérations patrimoniales</i>	318 000,00	241 487,88	500 000,00
<b>Total</b>		<b>25 155 651,28</b>	<b>10 789 874,20</b>	<b>29 455 427,64</b>
<b>RAR Recettes</b>				<b>2 503 838,50</b>
<b>TOTAL</b>				<b>31 959 266,14</b>

Il est toujours difficile d'estimer les subventions que nous pourrions percevoir, c'est pourquoi elles ont été inscrites en fonction des notifications reçues. Certaines subventions ont fait l'objet d'engagements et seront donc rattachées en conséquence.

Concernant le FCTVA, il est calculé sur les projets d'investissement, avec le taux appliqué en 2024, soit 16,40 %.

## CONSOLIDATION

Dépenses de fonctionnement	Inscription 2025
<b>Total</b>	<b>90 442 933,73</b>
Recettes de fonctionnement	Inscription 2025
<b>Total</b>	<b>90 442 933,73</b>
Dépenses d'investissement	Inscription 2025
<b>Total</b>	<b>26 444 709,54</b>
RAR Dépenses	5 514 556,60
<b>TOTAL</b>	<b>31 959 266,14</b>
Recettes d'investissement	Inscription 2025
<b>Total</b>	<b>29 455 427,64</b>
RAR Recettes	2 503 838,50
<b>TOTAL</b>	<b>31 959 266,14</b>

Le budget 2025 est équilibré, tant en section de fonctionnement qu'en section d'investissement, pour un montant total de 122 402 199,87 €.

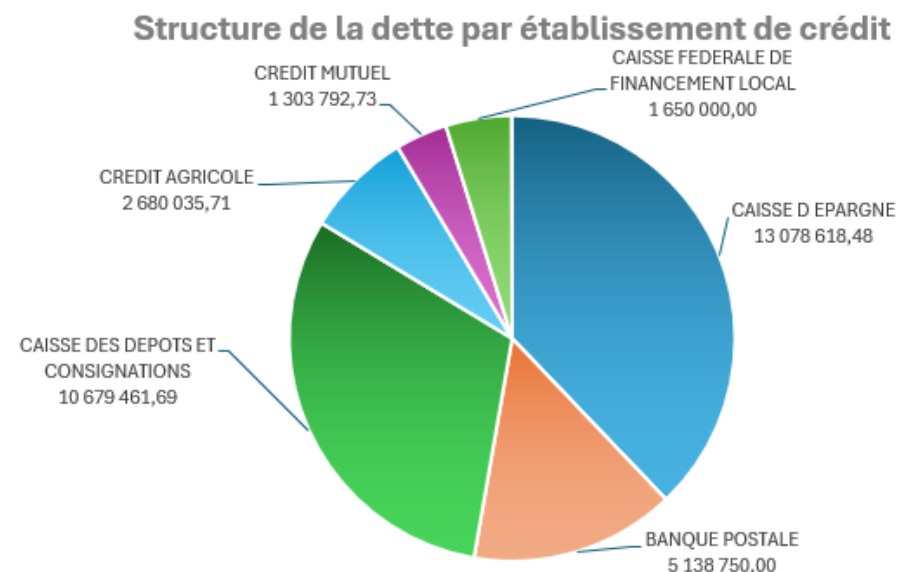


## DETTES

L'encours de la dette du budget principal au 01/01/2025 s'élève à 34 540 700,78€.

Type
Fixe (26 contrats)
Variable (1 contrat)

Prêteur	CRD	% du CRD
CAISSE D'EPARGNE	13 078 618,48	3,85%
BANQUE POSTALE	5 138 750,00	18,61%
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10 679 461,69	23,53%
CREDIT AGRICOLE	2 680 035,71	9,67%
CREDIT MUTUEL	1 303 792,73	6,34%
CAISSE FEDERALE DE FINANCEMENT LOCAL	1 650 000,00	6,37%
DEXIA CL	10 042,17	0,06%
<b>Ensemble des prêteurs</b>	<b>34 540 700,78</b>	<b>100,00%</b>



	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Encours moyen	37 804 139,42	34 540 700,78	31 716 240,94	28 871 092,70	26 235 340,77	23 585 312,33	20 922 885,39	18 355 241,21	16 074 613,30
Capital payé sur la période	3 263 438,64	2 824 459,74	2 845 148,12	2 635 751,80	2 650 028,30	2 662 426,79	2 567 644,05	2 280 627,74	2 289 550,26
Intérêts payés sur la période	567 276,45	498 200,16	389 535,88	353 306,34	319 175,54	284 654,22	249 952,09	220 036,09	193 774,28

## Budget principal

## PROSPECTIVE 2026 - FONCTIONNEMENT

Dépenses de fonctionnement		Inscription 2025	CA 2025	Budget 2026	Budget 2027
011	Charges à caractère général	19 106 778,39	17 000 000,00	18 000 000,00	18 180 000,00
012	Charges de personnel	15 091 000,00	14 998 000,00	15 091 000,00	15 091 000,00
014	Atténuations de produits	26 757 700,00	26 786 440,00	26 786 440,00	26 786 440,00
65	Autres charges de gestion courante	13 535 801,20	11 635 801,20	11 640 000,00	11 640 000,00
66	Charges financières	518 000,00	514 097,21	518 000,00	518 000,00
67	Charges exceptionnelles	16 500,00	16 500,00	16 500,00	16 500,00
68	Dotations aux amortissements et provisions	25 000,00	25 000,00	250 000,00	250 000,00
023	Virement à la section d'investissement	11 249 154,14	-		
042	Opération d'ordre de transfert entre sections	4 143 000,00	4 143 000,00	4 143 000,00	4 143 000,00
<b>Total</b>		<b>90 442 933,73</b>	<b>75 118 838,41</b>	<b>76 444 940,00</b>	<b>76 624 940,00</b>

Recettes de fonctionnement		Inscription 2025	CA 2025	Budget 2026	Budget 2027
70	Produits des services et des ventes	3 659 400,00	3 580 000,00	3 580 000,00	3 580 000,00
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>48 020 641,00</b>	<b>48 000 000,00</b>	<b>48 000 000,00</b>	<b>48 000 000,00</b>
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>29 530 815,00</b>	<b>28 500 000,00</b>	<b>28 500 000,00</b>	<b>28 500 000,00</b>
75	Autres produits de gestion courante	699 850,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00
77	Produits exceptionnels		-		
78	Reprises sur provisions	23 000,00	11 000,00	11 000,00	11 000,00
042	Opération d'ordre de transfert entre sections	136 590,00	80 000,00	135 000,00	135 000,00
002	Résultat reporté	8 302 637,73	8 302 637,73	-	-
013	Atténuation de charges	70 000,00	70 000,00	70 000,00	70 000,00
<b>Total</b>		<b>90 442 933,73</b>	<b>89 043 637,73</b>	<b>80 796 000,00</b>	<b>80 796 000,00</b>

Auto financement du budget hors report de résultat

13 924 799,32

4 351 060,00

4 171 060,00

La section de fonctionnement pour 2025 dégagerait un résultat de fonctionnement de 13 924 799,32€ avec affectation du résultat sans affectation du résultat le montant s'élèverai à 5 622 161,59€.

Cette projection ne tient pas compte de la ponction de l'État.

Les recettes totales du budget ne sont pas prises en compte, et les dépenses restent au niveau de celles de 2024, à l'exception de la ligne 012, qui correspond au budget 2025, et de la ligne 011, qui augmente de 425 097,41 €

## PROSPECTIVE 2026 – DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Dépenses d'investissement		Inscription 2025	CA 2025	Budget 2026	Budget 2027
001.	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	6 825 871,40	6 825 871,40		
020.	Dépenses imprévues	-		-	-
10.	Immobilisations corporelles				
16.	Emprunts et dettes assimilées	2 814 150,00	2 814 150,00	2 812 974,70	2 605 745,31
20.	Immobilisations incorporelles	698 400,00	350 000,00	500 000,00	500 000,00
204.	Subventions d'équipement versées	538 250,00	450 000,00	538 250,00	538 250,00
	<b>IC</b>	<b>4 346 112,14</b>	<b>3 000 000,00</b>	<b>4 346 112,14</b>	<b>4 346 112,14</b>
	<b>PPI</b>	<b>10 585 336,00</b>	<b>9 218 000,00</b>	<b>7 842 854,00</b>	<b>9 308 024,00</b>
040.	Opérations d'ordre de transfert entre section	136 590,00	136 590,00	135 000,00	135 000,00
041.	Opérations patrimoniales	500 000,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00
	<b>Total</b>	<b>26 444 709,54</b>	<b>23 294 611,40</b>	<b>16 675 190,84</b>	<b>17 933 131,45</b>
	<b>RAR Dépenses</b>	<b>5 514 556,60</b>	<b>5 514 556,60</b>		
	<b>TOTAL</b>	<b>31 959 266,14</b>	<b>28 809 168,00</b>	<b>16 675 190,84</b>	<b>17 933 131,45</b>

Le montant prévisionnel réalisé pour 2025 est de 28 809 168€ en prenant en compte les RAR, et pour l'exercice 2027, il est estimé à 16 675 190,84€ .

Le PPI est réalisé à hauteur de 9 218 000€ et les investissements courants à 3 000 000€.

## PROSPECTIVE 2026 – PPI

	Cout projet initial	Réalisé	2024	2024	RAR 2024	Inscription 2025	Montant total 2025	CA 2025	2026	2027
			Montant PPI	Réalisé					Montant PPI	Montant PPI
<b>5A3F</b>	15 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €		1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	2 000 000 €
<b>Déchetterie Ouest</b>	4 616 165 €	2 251 536 €	3 116 165 €	2 251 536 €	864 629 €	1 500 000 €	2 364 629 €	1 000 000 €		
<b>Equipement déchetterie Ouest</b>	622 500 €	- €	- €	- €			- €	- €	622 000 €	
<b>Accessibilité et mise aux normes des déchetteries</b>	1 110 000 €	- €	415 405 €	- €			- €	- €	50 000 €	50 000 €
<b>Pôle Hagenthal Le Bas</b>	4 900 000 €	72 347 €	693 363 €	72 347 €	621 016 €	4 050 000 €	4 671 016 €	4 000 000 €	2 400 000 €	
<b>Schéma directeur 2020-2030 des pistes cyclables</b>	8 652 500 €	290 233 €	749 608 €	290 233 €	459 376 €	1 580 000 €	2 039 376 €	1 500 000 €	500 000 €	2 000 000 €
<b>Fonds de concours</b>	5 180 121 €	698 259 €	700 000 €	698 259 €		975 025 €	975 025 €	900 000 €	896 024 €	896 024 €
Panneaux Photovoltaïques Projet Village Neuf	1 008 000 €	9 216 €	95 960 €	9 216 €	86 744 €	100 000 €	186 744 €	80 000 €	827 000 €	
Panneaux Photovoltaïques Projet Maison de santé	15 000 €	- €	- €	- €		15 000 €	15 000 €	15 000 €		
Réhabilitation Centre nautique	2 679 000 €	- €	24 000 €	- €	24 000 €	20 661 €	44 661 €	15 000 €	- €	600 000 €
CINE-Petite Camargue	3 537 000 €	46 346 €	182 000 €	46 346 €	105 598 €	200 000 €	305 598 €	100 000 €	1 808 000 €	792 000 €
Tourisme - Parc des carrières	300 000 €	- €	- €	- €	36 656 €	28 650 €	65 306 €	28 000 €	60 750 €	120 000 €
Bâtiment crèche Landser	2 655 000 €	- €	- €	- €		155 000 €	155 000 €	50 000 €	- €	1 250 000 €
Etudes ZAC Quartier du Lys	1 020 670 €	592 806 €	757 973 €	592 806 €	174 161 €	411 000 €	585 161 €	300 000 €		
ZA existantes refection de chantier	500 000 €	- €	- €	- €			- €	- €	500 000 €	
ZAI Hégenheim - rue des Landes	1 000 000 €	22 585 €	1 000 000 €	22 585 €	930 425 €	50 000 €	980 425 €	50 000 €		
Aire GDV (selon schéma départemental)	9 000 000 €	- €	- €	- €		500 000 €	500 000 €	80 000 €	500 000 €	1 000 000 €
TRAM 3	3 597 742 €	465 550 €	597 742 €	465 550 €		- €	- €	- €	600 000 €	600 000 €
<b>Piscine durable</b>	<b>979 080 €</b>					100 000 €	100 000 €	100 000 €	979 080 €	
<b>TOTAL PPI</b>	<b>64 393 698</b>	<b>5 448 878</b>	<b>9 332 216</b>	<b>5 448 878</b>	<b>2 372 178</b>	<b>10 585 336</b>	<b>12 907 514</b>	<b>9 218 000</b>	<b>7 842 854</b>	<b>9 308 024</b>

Le CA simulé pour 2025 est de 9 218 000€, tandis que l'enveloppe budgétaire pour 2026 s'élève à 10 585 336€ et à 7 842 854€ pour 2027.

Les 2 400 000 € alloués au Pôle Hagenthal, ainsi que les 500 000 €, ne sont pas à prendre en compte dans le budget 2026, car ils sont financés sur l'exercice 2025 RAR

Également, certains projets, ne sont pour le moment non inscrit comme les réhabilitations des zones activité existantes et la ZAC du quartier du LYS.

# PROSPECTIVE 2026 – RECETTES DE D'INVESTISSEMENT

Recettes d'investissement		Inscription 2025	CA 2025	Budget 2026	Budget 2027
001.	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	-		-	-
021.	Virement de la section d'exploitation (recettes)	11 249 154,14	-		
024.	Produits des cessions d'immobilisations (recettes)	500 000,00			
10.	Dotations, fonds divers et réserves	10 856 589,50	10 436 589,50	520 000,00	520 000,00
	<i>Affectation du résultat n-1</i>	9 836 589,50	9 836 589,50		
	<i>FCTVA IC</i>				
	<i>FCTVA</i>	1 000 000,00	600 000,00	500 000,00	500 000,00
	<i>TA</i>	20 000,00		20 000,00	20 000,00
13.	Subventions d'investissement	2 203 184,00	803 520,00	500 000,00	500 000,00
16.	Emprunts et dettes assimilées	3 500,00	700,00	3 500,00	3 500,00
040.	<i>Opérations d'ordre de transfert entre section</i>	4 143 000,00	4 143 000,00	3 628 500,00	3 628 500,00
041.	<i>Opérations patrimoniales</i>	500 000,00	500 000,00	318 000,00	318 000,00
<b>Total</b>		<b>29 455 427,64</b>	<b>15 883 809,50</b>	<b>4 970 000,00</b>	<b>4 970 000,00</b>
<b>RAR Recettes</b>		<b>2 503 838,50</b>	<b>2 503 838,50</b>		
<b>TOTAL</b>		<b>31 959 266,14</b>	<b>18 387 648,00</b>	<b>4 970 000,00</b>	<b>4 970 000,00</b>

La section d'investissement en recette atteindra un montant de 18 387 648 €, en prenant en compte les RAR.

Le montant prévisionnel pour 2026 est de 4 970 000€.

Les recettes d'investissement sont difficiles à évaluer, car elles dépendent principalement de l'affectation des résultats et des subventions.

## PROSPECTIVE 2026 - SYNTHÈSE

	Inscription 2025	CA 2025	Budget 2026	Budget 2027
<b>TOTAL</b>	<b>31 959 266,14</b>	<b>28 809 168,00</b>	<b>16 675 190,84</b>	<b>17 933 131,45</b>
<b>TOTAL</b>	<b>31 959 266,14</b>	<b>18 387 648,00</b>	<b>4 970 000,00</b>	<b>4 970 000,00</b>
<b>Résultat d'investissement</b>		<b>- 10 421 520,00</b>	<b>- 11 705 190,84</b>	<b>- 12 963 131,45</b>
<b>Total</b>	<b>90 442 933,73</b>	<b>75 118 838,41</b>	<b>76 444 940,00</b>	<b>76 624 940,00</b>
<b>Total</b>	<b>90 442 933,73</b>	<b>89 043 637,73</b>	<b>80 796 000,00</b>	<b>80 796 000,00</b>
<b>Résultat de fonctionnement</b>	<b>-</b>	<b>13 924 799,32</b>	<b>4 351 060,00</b>	<b>4 171 060,00</b>
<b>Résultat de l'exercice N-1</b>			<b>3 503 279,32</b>	<b>- 3 850 851,52</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>-</b>	<b>3 503 279,32</b>	<b>- 3 850 851,52</b>	<b>- 12 642 922,97</b>

Le résultat d'investissement pour 2025 serait de - 10 421 520€, selon les hypothèses de dépenses, en tenant compte d'une dette actuelle de 2 812 k€, des fonds de concours et du fait que certaines opérations du PPI ont déjà été lancées (Déchèterie, Pôle Hagenthal, Piste Cyclable), sans oublier la 5A3F.

En tenant compte des hypothèses de dépenses et de recettes, l'exercice 2025 génèrerait un résultat de 3 503 279,32 €.

Concernant 2026, le résultat serait de -3 776 531,52 €, après prise en compte du résultat de 2025 (3 503 279,32 €)



# Le budget annexe de l'adduction eau potable

Budget annexe de l'adduction  
 eau potable

**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Dépenses de fonctionnement		CA 2021	CA 2022	CA 2023	Budget 2024	CA 2024	Budget 2025
011.	Charges à caractère général - DSP	114 738,17	157 112,25	286 802,05	302 300,00	189 791,07	282 800,00
023.	Virement à la section d'investissement - DSP	-	-	-	-	-	-
042.	Opérations d'ordre de transfert entre sections - DSP	325 064,68	457 450,44	478 843,88	573 700,00	580 097,06	566 320,00
65.	Autres charges de gestion courante - DSP	34 992,40	18 771,00	278 009,55	325 600,00	247 492,09	250 500,00
66.	Charges financières - DSP	44 606,26	53 534,97	73 352,89	67 000,00	65 449,93	63 500,00
	<b>Sous total DSP</b>	<b>519 401,51</b>	<b>686 868,66</b>	<b>1 117 008,37</b>	<b>1 268 600,00</b>	<b>1 082 830,15</b>	<b>1 163 120,00</b>
011.	Charges à caractère général - REGIE	3 014 373,72	4 550 968,39	3 955 131,26	4 381 300,00	3 864 230,09	5 472 314,00
014.	Atténuations de produits - REGIE	-	-	-	-	-	-
023.	Virement à la section d'investissement - REGIE	-	-	-	3 265 075,61	-	3 458 990,82
042.	Opérations d'ordre de transfert entre sections - REGIE	1 018 570,27	1 139 632,94	1 153 405,67	1 223 300,00	1 193 457,03	1 166 300,00
65.	Autres charges de gestion courante - REGIE	51,29	1 038,60	1 450,96	8 340,00	5 543,59	14 400,00
66.	Charges financières - REGIE	73 892,63	59 900,41	68 453,27	63 000,00	60 756,73	58 500,00
67.	Charges exceptionnelles - REGIE	115 101,81	28 967,43	29 351,18	294 000,00	275 282,95	56 000,00
68.	Dotations aux amortissements et aux provisions - REGIE	-	11 528,87	10 021,94	23 200,00	23 108,45	25 000,00
	<b>Sous total REGIE</b>	<b>4 221 989,72</b>	<b>5 792 036,64</b>	<b>5 217 814,28</b>	<b>9 258 215,61</b>	<b>5 422 378,84</b>	<b>10 251 504,82</b>
	<b>Total</b>	<b>4 741 391,23</b>	<b>6 478 905,30</b>	<b>6 334 822,65</b>	<b>10 526 815,61</b>	<b>6 505 208,99</b>	<b>11 414 624,82</b>



Budget annexe de l'adduction  
 eau potable

**RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

Recettes de fonctionnement		CA 2021	CA 2022	CA 2023	Budget 2024	CA 2024	Budget 2025
002.	Résultat d'exploitation reporté - DSP	159 964,79	885 846,66	-	-	-	
042.	Opérations d'ordre de transfert entre sections - DSP	117 528,74	121 581,37	124 332,11	284 500,00	276 246,42	206 600,00
70.	Ventes produits fabriqués, prestations - DSP	1 127 754,64	1 085 078,45	1 039 209,32	1 040 000,00	1 071 605,93	1 040 000,00
74.	Subventions d'exploitation - DSP	-	116,76	-	-	-	-
75.	Autres produits de gestion courante - DSP	-	-	-	2 000,00	9 507,79	764 000,00
77.	Produits exceptionnels- DSP	-	-	-	-	1 000,00	-
	<b>Sous total DSP</b>	<b>1 405 248,17</b>	<b>2 092 623,24</b>	<b>1 163 541,43</b>	<b>1 326 500,00</b>	<b>1 358 360,14</b>	<b>2 010 600,00</b>
002.	Résultat d'exploitation reporté - REGIE	1 886 386,18	3 494 517,03	4 190 297,44	4 262 515,61	4 262 515,61	4 227 324,82
013.	Atténuations de charges - REGIE	-	-	-	-	3 508,71	-
042.	Opérations d'ordre de transfert entre sections - REGIE	268 295,59	275 380,41	276 246,42	217 500,00	210 068,81	275 500,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations - REGIE	4 917 963,12	4 715 585,16	4 648 589,07	4 460 000,00	4 784 405,01	4 680 000,00
74.	Subventions d'exploitation - REGIE	11 204,00	2 595,60	5 441,22	-	5 573,88	-
75.	Autres produits de gestion courante - REGIE	37 082,61	14 690,59	249 958,82	248 800,00	97 680,08	198 000,00
76.	Produits financiers - REGIE	14,14	-	-	-	-	-
77.	Produits exceptionnels - REGIE	357 579,67	73 810,71	51 734,99	-	399,63	-
78.	Reprises sur amortissements et provisions - REGIE	-	-	11 528,87	11 500,00	10 021,94	23 200,00
	<b>Sous total REGIE</b>	<b>7 478 525,31</b>	<b>8 576 579,50</b>	<b>9 433 796,83</b>	<b>9 200 315,61</b>	<b>9 374 173,67</b>	<b>9 404 024,82</b>
	<b>Total</b>	<b>8 883 773,48</b>	<b>10 669 202,74</b>	<b>10 597 338,26</b>	<b>10 526 815,61</b>	<b>10 732 533,81</b>	<b>11 414 624,82</b>

## SECTION D'EXPLOITATION

Les recettes sont :

- actualisées avec le nouveau dispositif des redevances AERM ;
- stabilisées sur les montants actualisés de l'exercice 2024.

Les dépenses sont :

- actualisées avec le nouveau dispositif des redevances AERM ;
- stabilisées sur les montants actualisés de l'exercice 2024.

Au global, recettes (hors reprise excédents) et dépenses (hors virement à la section d'investissement) 2025 sont projetées sur la base des enveloppes réelles arrêtées en 2024 et des modalités de prélèvements/reversements des nouvelles redevances.

Budget annexe de l'adduction  
 eau potable

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Dépenses d'Investissement		CA 2021	CA 2022	CA 2023	Budget 2024	CA 2024	Budget 2025
16	Emprunts et dettes assimilées - DSP	119 846,04	175 000,00	205 419,03	207 000,00	206 295,26	208 000,00
20	Immobilisations incorporelles - DSP	3 720,00	-	1 229,28	37 234,00	7 550,00	
21	Immobilisations corporelles - DSP	53 226,38	364 293,73	538 924,42	78 500,00	41 597,86	220 000,00
23	Immobilisations en cours - DSP	786 039,37	513 722,20	1 496 634,74	1 610 000,00	293 034,95	1 406 011,19
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections - DSP	117 528,74	121 581,37	124 332,11	217 500,00	210 068,81	206 600,00
041	Opérations patrimoniales - DSP	294 488,69	138 725,15	142 617,53			
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté - DSP	95 933,25	-	-			
	<b>Sous total DSP</b>	<b>1 470 782,47</b>	<b>1 313 322,45</b>	<b>2 509 157,11</b>	<b>2 150 234,00</b>	<b>758 546,88</b>	<b>2 040 611,19</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves - REGIE	-	-	-	88 000,00	87 631,14	
16	Emprunts et dettes assimilées - REGIE	268 538,27	258 804,19	258 370,23	260 500,00	259 062,01	222 300,00
20	Immobilisations incorporelles - REGIE	9 672,00	880,00	-			
21	Immobilisations corporelles - REGIE	592 401,33	923 291,19	863 476,73	1 455 715,75	635 827,87	766 500,00
23	Immobilisations en cours - REGIE	671 002,44	299 600,46	670 013,96	2 312 712,83	216 811,91	2 220 816,18
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections - REGIE	268 295,59	275 380,41	276 246,42	284 500,00	276 246,42	275 500,00
041	Opérations patrimoniales - REGIE	-	21 814,36	-	100 000,00	-	100 000,00
	<b>Sous total REGIE</b>	<b>1 809 909,63</b>	<b>1 779 770,61</b>	<b>2 068 107,34</b>	<b>4 501 428,58</b>	<b>1 475 579,35</b>	<b>3 585 116,18</b>
	<b>Total</b>	<b>3 280 692,10</b>	<b>3 093 093,06</b>	<b>4 577 264,45</b>	<b>6 651 662,58</b>	<b>2 234 126,23</b>	<b>5 625 727,37</b>
	<b>RAR</b>						<b>695 948,48</b>
	<b>Total</b>						<b>6 321 675,85</b>

Budget annexe de l'adduction  
 eau potable

**RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Recette d'Investissement		CA 2021	CA 2022	CA 2023	Budget 2024	CA 2024	Budget 2025
001.	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté - DSP	-	627 176,18	-	-	-	
021.	Virement de la section d'exploitation - DSP	-	-	-	-	-	
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections - DSP	325 064,68	457 450,44	478 843,88	573 700,00	580 097,06	566 320,00
041	Opérations patrimoniales - DSP	294 488,69	138 725,15	142 617,53	-	-	
10	Dotations, fonds divers et réserves - DSP	1 166 319,76	77 078,74	-	-	-	
13	Subventions d'investissement - DSP	165 387,60	30 310,25	428 683,50	-	-	
16.	Emprunts et dettes assimilées - DSP	-	2 000 000,00	-	-	-	
23.	Immobilisations en cours - DSP	-	138 725,15	-	-	-	
27.	Autres immobilisations financières - DSP	146 697,92	-	142 617,53	-	-	
	<b>Sous total DSP</b>	<b>2 097 958,65</b>	<b>3 469 465,91</b>	<b>1 192 762,44</b>	<b>573 700,00</b>	<b>580 097,06</b>	<b>566 320,00</b>
001.	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté - REGIE	2 098 316,74	1 877 259,93	3 459 256,97	1 375 586,97	1 375 586,97	1 030 265,03
021.	Virement de la section d'exploitation - REGIE	-	-	-	3 265 075,61	-	3 458 990,82
23.	Immobilisations en cours - REGIE	-	-	147 426,34	-	-	
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections - REGIE	1 018 570,27	1 139 632,94	1 153 405,67	1 223 300,00	1 193 267,43	1 166 100,00
041.	Opérations patrimoniales - REGIE	-	21 814,36	-	100 000,00	-	100 000,00
10.	Dotations, fonds divers et réserves - REGIE	222 535,16	-	-	-	-	
13.	Subventions d'investissement - REGIE	260 116,25	30 310,25	-	114 000,00	-	
16.	Emprunts et dettes assimilées - REGIE	-	13 866,64	-	-	115 439,80	
	<b>Sous total REGIE</b>	<b>3 599 538,42</b>	<b>3 082 884,12</b>	<b>4 760 088,98</b>	<b>5 977 962,58</b>	<b>2 684 294,20</b>	<b>5 755 355,85</b>
	<b>Total</b>	<b>5 697 497,07</b>	<b>6 552 350,03</b>	<b>5 952 851,42</b>	<b>6 551 662,58</b>	<b>3 264 391,26</b>	<b>6 321 675,85</b>

## Budget annexe de l'adduction eau potable

### SECTION D'INVESTISSEMENT

Les RAR 2024 sont financés par les excédents dégagés sur cette section au titre de l'année 2023.

Le plan d'investissement respecte :

- la déclinaison opérationnelle d'une gestion durable de l'Eau de la Vision du Territoire pour la période 2024-2030 ;
- les conclusions de l'audit financier de conserver les excédents dégagés par la section d'exploitation pour en assurer les équilibres.

Comme pour le précédent exercice et dans le respect des engagements contractualisés dans les documents d'analyse financière et développement du Territoire, les capacités budgétaires 2025 ne permettent pas de financer des opérations d'ordre patrimoniales de « renouvellement des réseaux ».

Budget annexe de l'adduction  
eau potable

- SECTION INVESTISSEMENT -

Budget : AEP Régie  
N° : 03010

Restes à réaliser

Chapitre	Périmètre	Opération	Budget HT	Observations
20	DSP	Etude hydrogéologique pour l'autorisation et la définition des périmètres de protection d'un nouveau champ captant à Kembs pour la sécurisation en eau potable des unités de distribution 1 et 3 de Saint-Louis Agglomération.	29 684,00 €	29 684 €
21	Régie	Branchements neufs/renouvellement matériel électromécanique hydraulique et autre	540 800,00 €	549 202 €
	DSP	Renouvellement compteurs Busch.- Hés.- Divers	8 402,00 €	
23	Régie	Reprise réseaux-vannes Schlierbach / Geispitzen	115 012,00 €	117 062 €
		Réservoir Liebenswiller		
	MO Plbis Bartenheim			
	DSP	Reprise chemin rural Hagenthal-le-Bas - Tx interconnexion Neuwiller	2 050,00 €	
			695 948,00 €	

## Nouvelles opérations

Budget annexe de l'adduction  
eau potable

Chapitre	Périmètre	Opération	Montant prévisionnel HT	Montant budgétisé HT
21	Régie	Branchements neufs	300 000,00 €	986 500,00 €
		Renouvellement électromécanique	120 000,00 €	
		Renouvellement branchements	300 000,00 €	
		Acquisition foncière Holcim	28 500,00 €	
		Matériel transport	2 000,00 €	
		Matériel industriel	10 000,00 €	
		Informatique	3 000,00 €	
		Mobilier	3 000,00 €	
	DSP	Renouvellement compteurs Busch.-Hés.-Divers	35 000,00 €	
		Solde remise en état chemin agri. HLB	6 500,00 €	
		Réfection toiture bâtiment surpresseurs Blotzheim	150 000,00 €	
		Acquisition foncière Holcim	28 500,00 €	
			986 500,00 €	
23	Régie	Divers extensions réseaux : Knoeringue – Ranspach-le-Bas – Hagenthal-le-Bas	300 000,00 €	300 000,00 €
		Géoréférencement Hagenthal Bas-Haut / Leymen	70 000,00 €	70 000,00 €
		Nouveau Plbis Bartenheim	400 000,00 €	400 000,00 €
	Régie/DSP	Nouvelles ressources	1 856 828,00 €	1 856 828,00 €
		Crédits non affectés à conserver pour équilibre de la section de fonctionnement	1 000 000,00 €	
			3 626 828,00 €	
<b>TOTAL</b>			4 613 328,00 €	3 613 328,00 €

Commentaires :

Compte tenu des conclusions de l'audit financier :

- une enveloppe de 1,8 M€ est consacrée aux dépenses d'investissements courantes
- une enveloppe de 1,8 M€ pour financer les nouvelles ressources

**1 000 000 €** de crédits non affectés issus de la section d'exploitation doivent être conservés pour équilibrer cette section jusqu'à la fin du mandat

**RESULTAT 2024**

Fonctionnement	2021	2022	2023	2024
<b>RESULTAT REPORTE</b>	<b>2 046 350,97</b>	<b>4 380 363,69</b>	<b>4 190 297,44</b>	<b>4 262 515,61</b>
<b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT HORS REPORT</b>	<b>2 096 031,28 € -</b>	<b>190 066,25 €</b>	<b>72 218,17 € -</b>	<b>35 190,79 €</b>
<b>RESULTAT</b>	<b>4 142 382,25</b>	<b>4 190 297,44 €</b>	<b>4 262 515,61</b>	<b>4 227 324,82</b>
Investissement	2021	2022	2023	2024
<b>RESULTAT REPORTE</b>	<b>2 098 316,74</b>	<b>1 877 259,93</b>	<b>3 459 256,97</b>	<b>1 375 586,97</b>
<b>RESULTAT D'INVESTISSEMENT HORS REPORT</b>	<b>2 416 804,97 €</b>	<b>3 459 256,97 €</b>	<b>- 2 083 670,00 €</b>	<b>- 345 321,94 €</b>
<b>RESULTAT</b>	<b>318 488,23</b>	<b>1 581 997,04</b>	<b>1 375 586,97</b>	<b>1 030 265,03</b>
<b>RAR</b>			<b>781 797,08</b>	<b>695 948,49</b>
<b>RESULTAT</b>			<b>593 789,89</b>	<b>334 316,54</b>
<b>RESULTAT DE CLOTURE</b>	<b>4 460 870,48</b>	<b>5 772 294,48</b>	<b>4 856 305,50</b>	<b>4 561 641,36</b>

Le résultat de clôture du budget annexe de l'adduction d'eau potable s'élève à 4 561 641,36 €



## Budget annexe de l'adduction eau potable

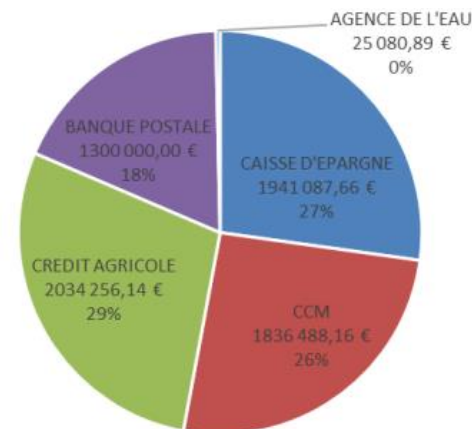
## DETTES

### Synthèse de la dette au 01/01/2024

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen	Durée de vie résiduelle	Nombre de contrats
7 136 912,85 €	2,20%	10,52 ans	27

### Structure de la dette par type de taux

Type
Fixe (25 contrats)
Variable (1 contrat)
Taux 0 (1 contrat)



Structure de la dette par établissement de crédit

### Structure de la dette par établissement de crédit

### Profil d'extinction

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Encours moyen	7 136 912,85 €	6 672 235,64 €	6 242 981,87 €	5 815 423,45 €	5 410 472,94 €	5 016 144,65 €	4 620 572,75 €	4 220 762,20 €	3 823 949,97 €
Capital payé sur la période	465 357,26 €	429 302,98 €	430 817,19 €	407 661,50 €	396 465,04 €	397 106,90 €	400 715,30 €	397 057,11 €	394 267,06 €
Intérêts payés sur la période	127 306,82 €	117 569,82 €	108 798,70 €	100 066,35 €	92 443,10 €	85 999,37 €	77 566,45 €	70 099,86 €	62 694,07 €

### Structure de la dette par établissement de crédit

Prêteur	CRD	% du CRD
CAISSE D'ÉPARGNE	1 941 087,66 €	27,20%
CCM	1 836 488,16 €	25,73%
CREDIT AGRICOLE	2 034 256,14 €	28,50%
BANQUE POSTALE	1 300 000,00 €	18,22%
AGENCE DE L'EAU	25 080,89 €	0,35%
Ensemble des prêteurs	7 136 912,85 €	100,00%



# Le budget annexe de l'assainissement (DSP+Régie)

Budget annexe de  
 l'assainissement

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Dépenses de fonctionnement		CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	Budget 2025
011	Charges à caractère générales - DSP	568 610,60	1 565 567,97	1 318 134,58	1 302 635,52	3 002 199,34
65	Autres charges de gestion courante - DSP	1 052 650,22	1 117 459,24	1 105 368,18	1 254 901,19	1 337 532,71
66	Charges financières - DSP	311 452,49	104 497,69	418 800,61	209 966,92	200 000,00
67	Charges exceptionnelles - DSP	2 412,70	-	-	120,00	10 000,00
68	Dotations aux amortissements et aux provisions - DSP		17 772,37			
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections - DSP	2 056 410,86	2 223 302,84	2 182 454,15	2 168 927,71	2 241 750,00
	<b>Sous total DSP</b>	<b>3 991 536,87</b>	<b>5 028 600,11</b>	<b>5 024 757,52</b>	<b>4 936 551,34</b>	<b>6 791 482,05</b>
011	Charges à caractère générales - REGIE	1 568 335,59	1 945 427,51	1 622 241,37	1 679 703,97	1 665 550,00
65	Autres charges de gestion courante - REGIE	7 479,95	10 446,00	9 268,96	11 598,33	23 300,00
66	Charges financières - REGIE	515 165,26	401 095,21	365 964,75	337 905,59	316 000,00
67	Charges exceptionnelles - REGIE	639 555,29	967 908,31	155 432,83	268 818,03	334 100,00
68	Dotations aux amortissements et aux provisions - REGIE		11 544,09	14 856,65	19 256,15	21 000,00
023	Virement à la section d'investissement - REGIE		-		-	566 376,37
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections - REGIE	1 627 601,74	1 774 545,63	1 794 204,68	1 876 964,79	2 280 490,00
041	Atténuations de produits- REGIE			-		
002	Résultat d'exploitation reporté REGIE			-		
	<b>Sous total REGIE</b>	<b>4 358 137,83</b>	<b>5 110 966,75</b>	<b>3 961 969,24</b>	<b>4 194 246,86</b>	<b>5 206 816,37</b>
	<b>Total</b>	<b>8 349 674,70</b>	<b>10 139 566,86</b>	<b>8 986 726,76</b>	<b>9 130 798,20</b>	<b>11 998 298,42</b>

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Recettes de fonctionnement		CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	Budget 2025
002	Résultat d'exploitation reporté - DSP	149 973,44	696 538,56	-	-	-
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections - DSP	417 860,35	423 917,75	422 883,73	176 341,25	554 700,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations - DSP	3 557 286,33	3 661 658,83	3 783 495,91	4 194 064,83	3 750 000,00
74	Subventions d'exploitation - DSP	143 442,00	136 005,50	-	-	-
75	Autres produits de gestion courante - DSP	28,81	9 381,81	57 328,48	64 410,67	-
76	Produits financiers - DSP	-	-	-	-	-
77	Produits exceptionnels - DSP	420 484,50	830 235,28	310,00	-	-
78	Reprises sur amortissements et provisions - DSP	-	-	17 772,37	-	-
	<b>Sous total DSP</b>	<b>4 689 075,43</b>	<b>5 757 737,73</b>	<b>4 281 790,49</b>	<b>4 434 816,75</b>	<b>4 304 700,00</b>
002	Résultat d'exploitation reporté - REGIE	939 938,95	1 688 894,22	2 227 659,00	2 374 138,20	2 736 453,15
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections - REGIE	658 179,95	655 136,45	655 136,45	657 769,85	657 800,00
013	Atténuations de charges	-	-	-	1 829,67	-
70	Ventes produits fabriqués, prestations - REGIE	4 197 145,89	4 170 247,11	4 066 361,55	4 378 265,81	4 280 045,27
74	Subventions d'exploitation - REGIE	37 492,00	54 253,60	48 266,42	5 573,88	-
75	Autres produits de gestion courante - REGIE	-	9 123,31	3 507,99	0,54	-
76	Produits financiers	-	-	27,04	-	-
77	Produits exceptionnels - REGIE	185 004,50	31 834,04	66 571,93	-	-
78	Reprises sur amortissements et provisions - REGIE	-	-	11 544,09	14 856,65	19 300,00
	<b>Sous total REGIE</b>	<b>6 017 761,29</b>	<b>6 609 488,73</b>	<b>7 079 074,47</b>	<b>7 432 434,60</b>	<b>7 693 598,42</b>
	<b>Total</b>	<b>10 706 836,72</b>	<b>12 367 226,46</b>	<b>11 360 864,96</b>	<b>11 867 251,35</b>	<b>11 998 298,42</b>

## SECTION D'EXPLOITATION

Les recettes sont recalées avec les montants perçus au titre de l'année 2024.

Les dépenses sont stabilisées sur les montants actualisés de l'exercice 2024.

Recettes (hors reprise excédents) et dépenses (hors virement à la section d'investissement) 2025 sont projetées sur la base des enveloppes réelles arrêtées en 2024.

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Dépenses d'Investissement		CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	Budget 2025
16	Emprunts et dettes assimilées - DSP	894 077,91	916 348,42	866 980,71	891 200,36	917 000,00
20	Immobilisations incorporelles - DSP	-	-	-	-	-
21	Immobilisations corporelles - DSP	390 665,88	423 502,63	474 569,04	258 158,69	650 000,00
23	Immobilisations en cours - DSP	781 092,32	890 932,54	23 101,05	-	2 254 582,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections - DSP	417 860,35	423 917,75	422 883,73	176 341,25	554 700,00
041	Opérations patrimoniales - DSP	295 190,62	323 586,46	185 485,59	212 776,16	120 000,00
	<b>Sous total DSP</b>	<b>2 778 887,08</b>	<b>2 978 287,80</b>	<b>1 973 020,12</b>	<b>1 538 476,46</b>	<b>4 496 282,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves - REGIE	95 571,83	28 353,78	-	-	-
16	Emprunts et dettes assimilées - REGIE	869 415,80	872 784,94	899 205,51	791 707,35	786 000,00
20	Immobilisations incorporelles - REGIE	13 382,00	880,00	-	6 525,00	-
21	Immobilisations corporelles - REGIE	421 922,66	500 202,03	586 369,20	279 274,34	471 000,00
23	Immobilisations en cours - REGIE	197 906,91	128 652,14	218 228,34	171 209,73	1 112 150,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections - REGIE	658 179,95	655 136,45	655 136,45	657 769,85	657 800,00
041	Opérations patrimoniales - REGIE	-	206 318,26	-	-	100 000,00
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté - DSP	-	5 866,80	-	-	-
	<b>Sous total REGIE</b>	<b>2 256 379,15</b>	<b>2 398 194,40</b>	<b>2 358 939,50</b>	<b>1 906 486,27</b>	<b>3 126 950,00</b>
	<b>Total</b>	<b>5 035 266,23</b>	<b>5 376 482,20</b>	<b>4 331 959,62</b>	<b>3 444 962,73</b>	<b>7 623 232,00</b>
	<b>RAR</b>					<b>371 869,37</b>
	<b>Total</b>					<b>7 995 101,37</b>

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

Recette d'investissement		CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	Budget 2025
001.	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté - DSP	966 376,98	1 133 172,37	-		
021.	Virement de la section d'exploitation - DSP	-		-		566 376,37
40	Opérations d'ordre de transfert entre sections - DSP	2 056 410,86	2 223 302,84	2 182 454,15	2 168 927,71	2 675 570,00
41	Opérations patrimoniales - DSP	295 190,62	323 586,46	185 485,59	212 776,16	100 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves - DSP	181 674,16	108 381,51	-		
13	Subventions d'investissement - DSP	172 800,00	43 200,00	-		
26	Participation et créances rattachées		1 500,00			
27.	Autres immobilisations financières - DSP	239 606,83	323 586,46	185 485,59	212 776,16	100 000,00
	<b>Sous total DSP</b>	<b>3 912 059,45</b>	<b>4 156 729,64</b>	<b>2 553 425,33</b>	<b>2 594 480,03</b>	<b>3 441 946,37</b>
001.	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté - REGIE	922 584,80	512 681,19	1 525 298,72	1 554 136,11	2 586 485,00
021.	Virement de la section d'exploitation - REGIE	-	-			
40	Opérations d'ordre de transfert entre sections - REGIE	1 627 601,74	1 774 545,63	1 794 204,68	1 876 964,79	1 846 670,00
041.	Opérations patrimoniales - REGIE	-	206 318,26	-		120 000,00
10.	Dotations, fonds divers et réserves - REGIE	82 165,72	251 506,20	-	5 866,80	
13.	Subventions d'investissement - REGIE	136 708,08		13 167,00		
	<b>Sous total REGIE</b>	<b>2 769 060,34</b>	<b>2 745 051,28</b>	<b>3 332 670,40</b>	<b>3 436 967,70</b>	<b>4 553 155,00</b>
	<b>Total</b>	<b>6 681 119,79</b>	<b>6 901 780,92</b>	<b>5 886 095,73</b>	<b>6 031 447,73</b>	<b>7 995 101,37</b>

## SECTION D'INVESTISSEMENT

Les RAR 2024 sont financés par les excédents dégagés sur cette section au titre de l'année 2024.

Le plan d'investissement respecte :

- la déclinaison opérationnelle d'une gestion durable de l'Eau de la Vision du Territoire pour la période 2024-2030 ;
- les conclusions de l'audit financier de conserver les excédents dégagés par la section d'exploitation pour en assurer les équilibres.

Comme pour le précédent exercice et dans le respect des engagements contractualisés dans les documents d'analyse financière et de développement du Territoire, les capacités budgétaires 2025 ne permettent pas de réaliser des opérations d'ordre patrimoniales de « renouvellement des réseaux ».



- SECTION INVESTISSEMENT -

Budget : ASST Régie

N° : 03003

Restes à réaliser

Chapitre	Périmètre	Opération	Budget HT	Observations
20	Régie	Etude doublement filière boues Step Sierentz	26 100,00 €	26 100,00 €
21	DSP	Branchements neufs	82 952,00 €	288 724,00 €
	Régie	Branchements neufs/renouvellement matériel électromécanique hydraulique et autre	205 772,00 €	
		Vestiaires Sierentz		
23	Régie	Reprise réseaux Geispitzen - Travaux Rhizo. MLH	57 045,00 €	57 045,00 €
			371 869,00 €	

Nouvelles opérations				
Chapitre	Périmètre	Opération	Montant prévisionnel HT	Montant budgétisé HT
21	Régie	Branchements neufs	300 000,00 €	1 121 000,00 €
		Renouvellement électromécanique	100 000,00 €	
		Matériel roulant	21 000,00 €	
		Matériel industriel : 1 trépied / 1 enrouleur / 1 gaz	50 000,00 €	
	DSP	Branchements neufs	400 550,00 €	
		Acquisition foncière Village-Neuf	189 000,00 €	
			60 450,00 €	
			1 121 000,00 €	
23	Régie	Extension réseaux EU/EP rue Breitacker Waltenheim	70 000,00 €	1 642 000,00 €
		Reprise NC réseaux Rantzwiller	70 000,00 €	
		Reprise réseaux Impasse Framboise/rue de Mulhouse à Rantzwiller	650 000,00 €	
		Reprise réseau rue de la Fontaine à Stetten	100 000,00 €	
		Géoréférencement Hagenthal Bas/Haut - Leymen	152 000,00 €	
		Reprise réseaux Knoeringue	100 000,00 €	
	Régie/DSP	Chemisage réseaux	500 000,00 €	
			1 642 000,00 €	
23	Régie/DSP	Crédits non affectés à conserver pour équilibre de la section de fonctionnement	1 724 732,00 €	
<b>TOTAL</b>			<b>4 487 732,00 €</b>	<b>2 763 000,00 €</b>

### Commentaires :

Compte tenu des conclusions de l'audit financier :

- une enveloppe de 2,74 M€ est consacrée aux dépenses d'investissements courantes et projet d'avenir
- 1,72 M€ de crédits non affectés issus de la section d'exploitation doivent être conservés pour équilibrer cette section

## RESULTAT 2024

Fonctionnement	2021	2022	2023	2024
<b>RESULTAT REPORTE</b>	<b>1 089 912,39</b>	<b>2 385 432,78</b>	<b>2 227 659,00</b>	<b>2 374 138,20</b>
<b>RESULTAT DE FONCTIONNEMENT HORS REPORT</b>	<b>1 267 249,63 € -</b>	<b>157 773,18 €</b>	<b>146 479,20 €</b>	<b>362 314,95 €</b>
<b>RESULTAT</b>	<b>2 357 162,02</b>	<b>2 227 659,60 €</b>	<b>2 374 138,20</b>	<b>2 736 453,15</b>
Investissement	2021	2022	2023	2024
<b>RESULTAT REPORTE</b>	<b>922 584,80</b>	<b>512 681,19</b>	<b>1 525 298,72</b>	<b>1 554 136,11</b>
<b>RESULTAT D'INVESTISSEMENT EXERCICE</b>	<b>723 268,76 €</b>	<b>1 012 617,53 €</b>	<b>28 837,39 €</b>	<b>1 032 348,89 €</b>
<b>RESULTAT</b>	<b>1 645 853,56</b>	<b>1 525 298,72</b>	<b>1 554 136,11</b>	<b>2 586 485,00</b>
<b>RAR</b>			<b>353 207,28</b>	<b>371 869,37</b>
<b>RESULTAT</b>			<b>1 200 928,83</b>	<b>2 214 615,63</b>
<b>RESULTAT DE CLOTURE</b>	<b>4 003 015,58</b>	<b>3 752 958,32</b>	<b>3 575 067,03</b>	<b>4 951 068,78</b>

Le résultat de clôture du budget annexe de l'assainissement s'élève à 4 951 068,78 €

Synthèse de la dette au 01/01/2024

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen	Durée de vie résiduelle	Nombre de contrats
15 746 895,79 €	3,18%	9,87 ans	49

Structure de la dette par type de taux

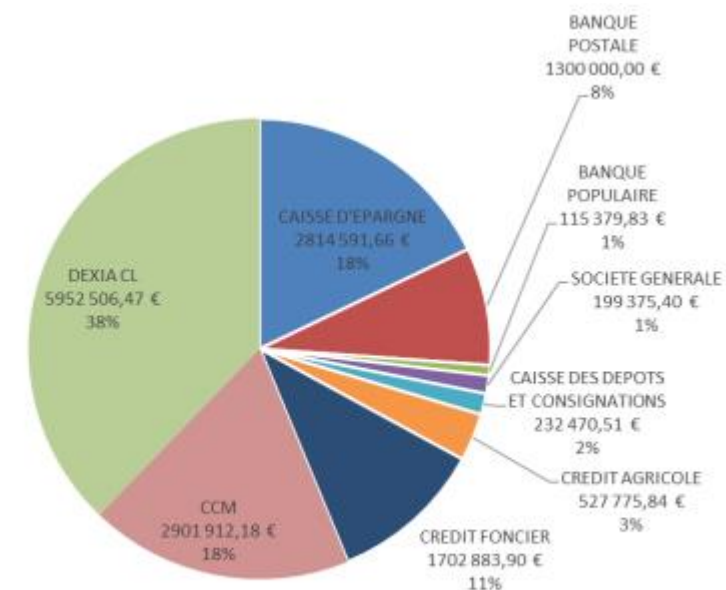
Type
Fixe (47 contrats)
Variable (2 contrat)

Profil d'extinction

	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Encours moyen	15 746 895,79 €	14 064 992,83 €	12 363 785,73 €	10 670 418,31 €	8 969 834,67 €	7 219 187,90 €	5 425 766,64 €	4 529 132,99 €	3 744 665,16 €
Capital payé sur la période	1 681 902,96 €	1 701 207,14 €	1 693 367,42 €	1 700 584,19 €	1 750 646,78 €	1 793 421,26 €	896 633,65 €	784 467,83 €	778 453,49 €
Intérêts payés sur la période	574 414,56 €	509 362,08 €	443 976,18 €	378 785,92 €	311 419,36 €	243 613,71 €	175 011,51 €	144 617,72 €	115 388,06 €

Structure de la dette par établissement de crédit

Prêteur	CRD	% du CRD
CAISSE D'EPARGNE	2 814 591,66 €	17,87%
BANQUE POSTALE	1 300 000,00 €	8,26%
BANQUE POPULAIRE	115 379,83 €	0,73%
SOCIETE GENERALE	199 375,40 €	1,27%
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	232 470,51 €	1,48%
CREDIT AGRICOLE	527 775,84 €	3,35%
CREDIT FONCIER	1 702 883,90 €	10,81%
CCM	2 901 912,18 €	18,43%
DEXIA CL	5 952 506,47 €	37,80%
<b>Ensemble des prêteurs</b>	<b>15 746 895,79 €</b>	<b>100,00%</b>



Structure de la dette par établissement de crédit

## Conclusions :

Le budget 2025 poursuit la déclinaison transcrite au travers de l'audit budgétaire et de la Vision du Territoire pour une gestion globale - raisonnée des ressources en Eau.

Pour faire face aux déficit de préservation et raréfaction de nos ressources qui s'illustrent aujourd'hui par des problématiques de pollution de l'eau, Saint-Louis Agglomération attribuera les concessions AEP/ASST de type affermage sur les périmètres actuels au(x) candidat(s) dont les offres répondront aux enjeux techniques et financiers des territoires impactés.

Il conviendra de bien intégrer ces évolutions tarifaires afin de calibrer un prix de l'Eau harmonisé à l'échelle de notre Agglomération juste et acceptable pour concilier continuité des services et développement du Territoire.



# Le budget annexe de la pépinière d'entreprise à Schlierbach

Budget annexe de la  
 Pépinière d'entreprise à Schlierbach

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT	BP 2023	CA2023	BP 2024	CA 2024	BP 2025
<b>Dépenses de gestion</b>	<b>379 894,55</b>	<b>163 512,05</b>	<b>252 600,00</b>	<b>198 822,77</b>	<b>216 780,00</b>
011 - Charges à caractère général	150 450,00	79 908,65	118 500,00	87 309,86	103 100,00
023 - Virement à la section d'investissement	141 944,55	-	18 400,00	-	-
65 - Autres charges courantes	500,00	245,35	600,00	583,39	700,00
66 - Charges financières	6 000,00	5 824,59	5 400,00	4 744,37	3 800,00
67 - Charges exceptionnelles	2 000,00	1 589,14	3 200,00	3 165,91	5 000,00
042 - Opérations d'ordre de transfert entre section	79 000,00	75 944,32	106 500,00	103 019,24	104 180,00
<b>Recettes de gestion</b>	<b>379 894,55</b>	<b>370 483,71</b>	<b>252 600,00</b>	<b>259 261,92</b>	<b>216 780,00</b>
70 - Produit des services	2 500,00	1 605,22	1 500,00	1 250,86	1 000,00
74 - Dotations et Participations	-	-	-	-	-
75 - Autre produit de gestion courante	85 000,00	78 613,35	60 000,00	69 190,47	82 000,00
77 - Produits exceptionnels	204 866,30	204 666,30	74 272,32	73 922,32	26 092,33
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	49 000,00	47 070,59	49 000,00	47 070,59	47 250,00
002 - Résultat de fonctionnement reporté	38 528,25	38 528,25	67 827,68	67 827,68	60 437,67
<b>Résultat fonctionnement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>206 971,66 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>60 439,15 €</b>	<b>0,00 €</b>

Le résultat de fonctionnement 2024 s'élève à 60 439,15 €.

La section de fonctionnement est présentée à l'équilibre pour un montant de 216 780€

Budget annexe de la  
 Pépinière d'entreprise à Schlierbach

## SECTION D'INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT	BP 2023	CA2023	BP 2024	CA 2024	BP 2025
<b>Dépenses d'investissement (hors D16)</b>	<b>254 113,27</b>	<b>106 332,54</b>	<b>270 403,98</b>	<b>121 808,46</b>	<b>130 323,37</b>
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement			1 579,50	1 579,50	
20 - Immobilisation incorporelles	1 450,00	1 450,00			
21 - Immobilisation corporelles	50 763,27	14 890,84	46 860,00	5 439,18	7 500,00
23 - Immobilisation en cours	115 000,00	8 928,20	133 064,48	29 149,03	34 573,37
16 - Emprunt et dette assimilées (16)	37 900,00	33 992,91	39 900,00	38 570,16	41 000,00
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	49 000,00	47 070,59	49 000,00	47 070,59	47 250,00
041 - Opération patrimoniales					
<b>Recettes d'investissement</b>	<b>254 113,27</b>	<b>104 753,04</b>	<b>270 403,98</b>	<b>246 123,22</b>	<b>231 854,76</b>
001 - Excédent d'investissement reporté	26 808,72	26 808,72			124 314,76
10 - Dotations, fonds divers et réserves	-	-	139 143,98	139 143,98	
13 - Subventions d'investissement	3 360,00	-	3 360,00		3 360,00
16 - Emprunt et dette assimilées	3 000,00	2 000,00	3 000,00	3 960,00	
21 - Immobilisations corporelles	-	-			
021 - Virement de la section d'exploitation	141 944,55		18 400,00		
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	79 000,00	75 944,32	106 500,00	103 019,24	104 180,00
041 - Opération patrimoniales	-	-			
RAR		137 564,48			
<b>Résultat investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>-139 143,98 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>124 314,76 €</b>	<b>101 531,39 €</b>
<b>RAR</b>				<b>101 531,39</b>	
<b>Total</b>				<b>22 783,37</b>	

Le résultat d'investissement 2024 s'élève à 22 783,37 €

Le résultat de clôture 2024 est de 83 221,04 €

<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>0,00 €</b>	<b>67 827,68 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>83 221,04 €</b>	<b>101 531,39 €</b>
-------------------------------	---------------	--------------------	---------------	--------------------	---------------------



## Budget annexe de la Pépinière d'entreprise à Schlierbach

### RESULTAT 2024

#### Synthèse de la dette au 01/01/2024

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen	Durée de vie résiduelle	Nombre de contrats
158 954,97 €	3,30%	5 ans	1

#### Structure de la dette par type de taux

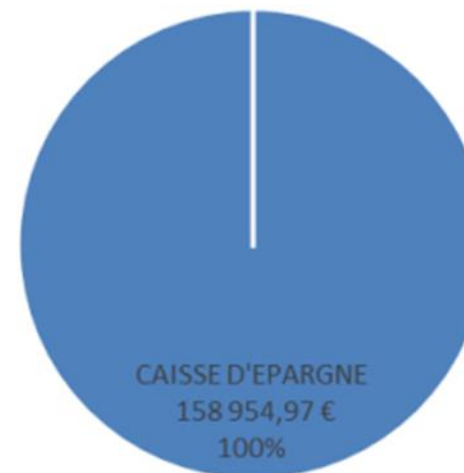
Type
Fixe (1 contrat)

#### Profil d'extinction

	2024	2025	2026	2027	2028
Encours moyen	158 954,97 €	125 634,81 €	91 201,41 €	55 617,55 €	18 844,81 €
Capital payé sur la période	33 320,16 €	34 433,40 €	35 583,86 €	36 772,74 €	18 844,81 €
Intérêts payés sur la période	4 836,00 €	3 722,76 €	2 572,30 €	1 383,42 €	233,27 €

#### Structure de la dette par établissement de crédit

Prêteur	CRD	% du CRD
CAISSE D'EPARGNE	158 954,97 €	100,00%
Ensemble des prêteurs	158 954,97 €	100,00%



Structure de la dette par établissement de crédit



# Le budget annexe de la zone d'activité «Technoparc» à Hésingue

Le budget annexe de la zone d'activité  
 « Technoparc » à Hésingue

	BP 2024	CA 2024	BP 2025
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Dépenses de gestion</b>	<b>1 432 195,33</b>	<b>1 395 566,25</b>	<b>1 429 895,99</b>
011 - Charges à caractère général	148 500,00	111 919,93	111 150,00
65 - Autres charges courantes	50,00	0,99	-
042 - Opérations d'ordre de transfert entre section	1 283 645,33	1 283 645,33	1 318 745,99
<b>Recettes de gestion</b>	<b>3 014 265,95</b>	<b>3 002 793,60</b>	<b>2 960 832,57</b>
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 330 218,34	1 318 745,99	1 353 605,18
002 - Résultat de fonctionnement reporté	1 684 047,61	1 684 047,61	1 607 227,39
023 - Opération d'ordre de transfert entre section			
<b>Résultat fonctionnement</b>	<b>1 582 070,62 €</b>	<b>1 607 227,35 €</b>	<b>1 530 936,58 €</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>			
<b>Dépenses d'investissement (hors D16)</b>	<b>2 613 863,67</b>	<b>2 602 391,32</b>	<b>2 672 351,17</b>
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement	<b>1 283 645,33</b>	<b>1 283 645,33</b>	<b>1 318 745,99</b>
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 330 218,34	1 318 745,99	1 353 605,18
<b>Recettes d'investissement</b>	<b>2 613 863,67</b>	<b>1 283 645,33</b>	<b>2 672 351,17</b>
16 - Emprunt et dette assimilées	1 330 218,34	-	1 353 605,18
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 283 645,33	1 283 645,33	1 318 745,99
<b>Résultat investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>-1 318 745,99 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>1 582 070,62 €</b>	<b>288 481,36 €</b>	<b>1 530 936,58 €</b>

Le résultat 2024 s'élève à 288 481,36 €.  
 Le budget 2025 est présenté en sur équilibre en section de fonctionnement du au résultat antérieur et en équilibre en section d'investissement pour un montant de 2 672 351,17 €



# Le budget annexe de la zone d'activité de Ranspach-le-Bas

Le budget annexe de la zone d'activité  
 de Ranspach-le-Bas

	BP 2024	CA 2024	BP 2025
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Dépenses de gestion</b>	<b>84 815,72</b>	<b>56 796,14</b>	<b>90 546,14</b>
011 - Charges à caractère général	38 000,00	10 030,23	33 700,00
65 - Autres charges courantes	50,00	0,19	50,00
042 - Opérations d'ordre de transfert entre section	46 765,60	46 765,60	56 795,83
002 - Résultat de fonctionnement reporté	0,12	0,12	0,31
<b>Recettes de gestion</b>	<b>84 815,72</b>	<b>56 795,83</b>	<b>90 546,14</b>
70 - Produit des services	50,12		50,31
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	84 765,60	56 795,83	90 495,83
<b>Résultat fonctionnement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>-0,31 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>			
<b>Dépenses d'investissement (hors D16)</b>	<b>131 531,20</b>	<b>103 561,43</b>	<b>147 291,66</b>
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement	<b>46 765,60</b>	<b>46 765,60</b>	<b>56 795,83</b>
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	84 765,60	56 795,83	90 495,83
<b>Recettes d'investissement</b>	<b>131 531,20</b>	<b>46 765,60</b>	<b>147 291,66</b>
16 - Emprunt et dette assimilées	84 765,60		90 495,83
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	46 765,60	46 765,60	56 795,83
<b>Résultat investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>-56 795,83 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>0,00 €</b>	<b>-56 796,14 €</b>	<b>0,00 €</b>

Le résultat 2024 s'élève à - 56 795,83€.

Le budget 2025 est présenté à l'équilibre :

- 90 546,14 € en section de fonctionnement
- 147 291,66 € en section d'investissement



# Le budget annexe de la zone d'activité d'Attenschwiller

Le budget annexe de la zone  
 d'activité d'Attenschwiller

	BP 2024	CA 2024
<b>FONCTIONNEMENT</b>		
<b>Dépenses de gestion</b>	<b>271 860,34</b>	<b>271 810,74</b>
011 - Charges à caractère général		
65 - Autres charges courantes	50,00	0,40
002- Résultat reporté	97 344,89	97 344,89
042 - Opérations d'ordre de transfert entre section	174 465,45	174 465,45
<b>Recettes de gestion</b>	<b>607 108,20</b>	<b>607 108,60</b>
70 - Produit des services	138 340,00	138 340,00
75 - Autre produit de gestion courante		0,40
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	468 768,20	468 768,20
<b>Résultat fonctionnement</b>	<b>335 247,86 €</b>	<b>335 297,86 €</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>		
<b>Dépenses d'investissement (hors D16)</b>	<b>468 768,20</b>	<b>468 768,20</b>
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	468 768,20	468 768,20
<b>Recettes d'investissement</b>	<b>468 768,20</b>	<b>468 768,20</b>
001 - Excédent d'investissement reporté	294 302,75	294 302,75
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	174 465,45	174 465,45
041 - Opération patrimoniales		
<b>Résultat investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>335 247,86 €</b>	<b>335 297,86 €</b>

Le résultat 2024 s'élève à 335 297,86 €.

Le budget ayant généré sa dernière vente, celui-ci sera dissous, le résultat sera intégré au budget principal



# Le rapport des Ressources Humaines





# Evolution de la Fonction Publique Territoriale

## Evolution de la Fonction Publique Territoriale

Cette évolution sera marquée en 2025 par :

- ☞ La mise en œuvre de mesures programmées :
  - L'impact des mesures spécifiques actées dans le cadre du projet de Loi de Finances 2025 : hausse du taux de cotisation URSSAF, hausse du taux de cotisation de la caisse de retraite CNRACL,
  - La hausse du taux de cotisation de l'assurance statutaire.
  - La revalorisation de l'indemnité compensatrice de hausse de la CSG.
  - La poursuite de la mise en œuvre de la politique indemnitaire des agents permanents et notamment la refonte du CIA.
  - La revalorisation des participations employeur accordées aux agents souscripteurs du contrat groupe prévoyance, conformément aux Lignes Directrices de Gestion adoptées par SLA.

## Evolution de la Fonction Publique Territoriale

- ☞ La poursuite de la mise en œuvre de la réorganisation des services :
- Renforcement ponctuel de certaines équipes opérationnelles (déchets ménagers, sport, patrimoine, petite enfance, ...) et poursuite de la stratégie de résorption des emplois précaires.
  - Finalisation de la mise en œuvre de l'audit organisationnel se traduisant par plusieurs recrutements sur des emplois de direction des services déjà actés en 2024 : renfort de la direction des services techniques, du pôle stratégie et prospective, ainsi que du pôle de la proximité, et création d'un emploi de directeur général délégué en charge de la transformation, de l'innovation et des fonctions supports et transverses.
  - Mise en œuvre de projets validés par SLA ⇒ préparation de l'ouverture de la nouvelle déchetterie.
  - Anticipation des départs à la retraite et réorganisation des services impactés, dont notamment la direction des sports, le Relais Petite Enfance, ainsi que le service de promotion de l'Alsacien.
  - Consolidation des choix organisationnels opérés durant l'année écoulée : recrutement d'un chargé de projets évènementiels et d'un agent de maintenance pour la direction des sports, d'une assistante de gestion clientèle en eau et assainissement, d'un conseiller France Services.



# Structure des effectifs et évolutions prévisionnelles

Structure des effectifs et des  
 évolutions prévisionnelles

Effectif BP 2017 emplois permanents	Titulaire			Non titulaire			
	TC	dont TNC	répartition %	TC	dont TNC	dont CDI	répartition %
A	21	3	11,41%	6	2	2	40,00%
B	28	7	15,22%	6	1	2	40,00%
C	131	24	71,20%	3	1	1	
<b>TOTAL</b>	184			15			
Effectif BP 2018 emplois permanents	Titulaire			Non titulaire			
	TC	dont TNC	répartition %	TC	dont TNC	dont CDI	répartition %
A	22	3	11,52%	6	2	2	33,33%
B	28	8	14,66%	8	1	2	44,44%
C	138	28	72,25%	4	1	1	22,22%
<b>TOTAL</b>	191			18			
Effectif BP 2019 emplois permanents	Titulaire			Non titulaire			
	TC	dont TNC	répartition %	TC	dont TNC	dont CDI	répartition %
A	23	4	11,56%	9	4	2	45,00%
B	32	8	16,08%	10	2	2	50,00%
C	144	30	72,36%	1	1	1	5,00%
<b>TOTAL</b>	199			20			
Effectif BP 2020 emplois permanents	Titulaire			Non titulaire			
	TC	dont TNC	répartition %	TC	dont TNC	dont CDI	répartition %
A	29	6	13,30%	16	4	2	69,57%
B	29	5	13,30%	6	0	0	26,09%
C	160	39	73,39%	1	1	1	4,35%
<b>TOTAL</b>	218			23			
Effectif BP 2021 emplois permanents	Titulaire			Non titulaire			
	TC	dont TNC	répartition %	TC	dont TNC	dont CDI	répartition %
A	32	8	13,91%	17	4	4	73,91%
B	30	7	13,04%	6	0	0	26,09%
C	168	36	73,04%	0	0	0	0,00%
<b>TOTAL</b>	230			23			

Effectif BP 2022 emplois permanents	Titulaire			Non titulaire			
	TC	dont TNC	répartition %	TC	dont TNC	dont CDI	répartition %
A	35	9	14,77%	21	4	4	77,78%
B	35	8	14,77%	6	0	0	22,22%
C	167	29	70,46%	0	0	0	0,00%
<b>TOTAL</b>	237			27			
Effectif BP 2023 emplois permanents	Titulaire			Non titulaire			
	TC	dont TNC	répartition %	TC	dont TNC	dont CDI	répartition %
A	36	8	15,13%	19	3	3	79,17%
B	45	9	18,91%	5	0	0	20,83%
C	157	26	65,96%	0	0	0	0,00%
<b>TOTAL</b>	238			24			
Effectif BP 2024 emplois permanents	Titulaire			Non titulaire			
	TC	dont TNC	répartition %	TC	dont TNC	dont CDI	répartition %
A	33	7	13,64%	16	4	3	69,57%
B	49	10	20,25%	7	2	1	30,43%
C	160	24	66,11%	0	0	0	0,00%
<b>TOTAL</b>	242			23			
Effectif BP 2025 emplois permanents	Titulaire			Non titulaire			
	TC	dont TNC	répartition %	TC	dont TNC	dont CDI	répartition %
A	36	8	14,57%	15	2	3	65,22%
B	51	10	20,65%	8	2	1	34,78%
C	160	23	64,78%	0	0	0	0,00%
<b>TOTAL</b>	247			23			

## Structure des effectifs et des évolutions prévisionnelles

👉 La structure des effectifs de Saint-Louis Agglomération reste similaire à celle constatée au niveau national dans la Fonction Publique Territoriale :

- La catégorie C représente près de 2/3 des effectifs, principalement dans la filière technique et administrative
- Les catégories B et A représentent 1/3 des effectifs.

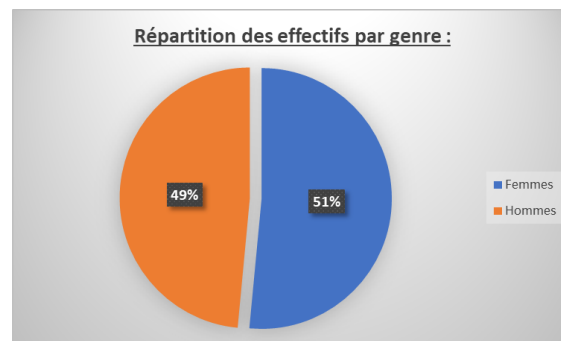
Une progression de la proportion des emplois de catégorie B et A est à noter depuis la fusion ainsi que la reprise de certaines compétences par l'agglomération, et compte tenu notamment de la technicité requise pour l'exécution des missions d'expertise qui y sont rattachées.

👉 La part des non titulaires sur emplois permanents (8,12 % des effectifs) reste stable et nettement inférieure à la moyenne nationale (22 %).

# 1. Emplois permanents

Structure des effectifs et des évolutions prévisionnelles

	Effectif total en ETR au 31/12/2024	Effectif total en ETP au 31/12/2024
<b>Titulaires / stagiaires</b>	<b>249 (91,88%)</b>	<b>236,62</b>
- <i>dont hommes</i>	124	120,70
- <i>dont femmes</i>	125	115,92
<b>Contractuels</b>	<b>22 (8,12%)</b>	<b>20,73</b>
- <i>dont hommes</i>	9	9
- <i>dont femmes</i>	13	11,73
<b>Total</b>	<b>271 (100%)</b>	<b>257,35</b>



## 2. Emplois non permanents

- Nombre de postes maximum autorisé en 2025 par délibération : 100 postes

Conditions d'emploi : besoin saisonnier et accroissement temporaire d'activité

Principaux services concernés : sport (Centre Nautique, Piscine couverte, Cosec), déchets ménagers (collecte et déchetteries), patrimoine, médiathèque, petite enfance.

Principaux emplois concernés : maîtres-nageurs sauveteurs, agents de collecte, agents de déchetterie, conducteurs de véhicules poids-lourds, agents de maintenance, agents de nettoyage, agents d'accueil et de caisse, agents administratifs, agents d'animation.

- Nombre d'apprentis : 3 postes (1 pour la filière technique, 1 pour la filière sportive, 1 pour la filière médico-sociale), dont 2 recrutés directement par SLA et 1 via un organisme externe.

## 3. Travailleurs handicapés

8,24% de l'effectif total au 31 décembre 2024, soit 23 agents.

Répartition par catégorie : catégorie A : 2 / catégorie B : 2 / Catégorie C : 19

Répartition par sexe : 9 femmes / 14 hommes.





# Dépenses de personnel

Les charges de personnel constituent le 3<sup>ème</sup> poste de dépenses de fonctionnement pour Saint-Louis Agglomération (15 091 000€).

Pour le personnel titulaire, les charges se décomposent en :

Traitement Brut Indiciaire :	6 188 000 €
Nouvelle Bonification Indiciaire et SFT :	173 000 €
Primes et indemnités :	1 970 000 €
Heures supplémentaires :	185 000 €
Charges patronales :	3 460 000 €

A ce stade, nous projetons une évolution de +223 000€ (soit + 1,5 % par rapport au budget consolidé 2024) qui comprend notamment :

- L'impact de la revalorisation mécanique liée au déroulement des carrières des agents permanents appelé « Glissement Vieillesse Technicité » (GVT).
- L'impact en année pleine des créations de postes ainsi que les différés de recrutements actés en 2024.
- L'augmentation du coût de l'assurance statutaire ainsi que la revalorisation de la participation employeur au titre du dispositif de couverture du risque prévoyance.
- L'augmentation du taux de la contribution URSSAF de +1% ainsi que de la contribution CNRACL (part employeur) de +3%.
- La rationalisation des frais de personnel se traduisant par le non-remplacement de certains agents ayant quitté la collectivité, le non-remplacement d'agents absents pour des durée inférieures à 30 jours, et un ajustement des profils de postes aux besoins réels en gérant prioritairement les départs par des mobilités interne.



# Avantages en nature

3 agents bénéficient de logements par nécessité absolue de service considérés comme « avantage en nature », ces derniers étant concédés à titre gratuit. Les emplois concernés ont été listés par délibération et ont fait l'objet d'un avis favorable du Comité Social Territorial Local.

Sont concernés :

- Un emploi de chargé de l'entretien et du gardiennage du Cosec de Village-Neuf.
- Un emploi de chargé de l'entretien et de la maintenance des installations de la Piscine couverte.
- Un emploi de chargé de la sécurité et de la sûreté du Centre Technique.



# Le temps de travail

La durée légale hebdomadaire du travail est de 35 heures dans la Fonction Publique.

Le décompte du temps de travail est réalisé sur la base d'une durée annuelle de 1 607 heures (hors journée de solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et application du droit local pour les journées du Vendredi Saint et du 26 décembre).

Par délibération du 15 décembre 2021, Saint-Louis Agglomération a fixé les modalités d'aménagement et de gestion du temps de travail applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, conformément aux dispositions prévues par la loi de transformation de la Fonction Publique adoptée le 6 août 2019.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, SLA s'est dotée d'un logiciel de gestion automatisée du temps de travail après avis favorable du Comité Social Territorial.

La journée de solidarité reste quant à elle fixée au lundi de Pentecôte.

Afin de s'adapter aux spécificités des services, la collectivité a déterminé plusieurs cycles de travail :

- **Standard** : sur la base de 39 heures réparties sur 5 ou 6 jours avec RTT ou de 35 heures sur 4 ou 5 jours sans RTT.
- **Annualisé** : sur la base annualisée réglementaire de 1 607 heures (hors journée de solidarité) pour les agents travaillant suivant un rythme aléatoire en raison de la fluctuation de l'activité.
- **Spécifique** : cycles liés à de fortes sujétions selon la nature des missions et notamment en cas de travail de nuit, de dimanche ou en équipes par alternance et/ou modulation importante des plannings de travail.



MERCI POUR VOTRE ATTENTION

